



European**LEFT**

7th Congress

Vienna

Dec. 9–11, 2022

DOCUMENTS



SOMMAIRE

DOCUMENT POLITIQUE	1
ÉVALUATION ET ÉVOLUTION	15
MOTIONS ADOPTÉES	11
RAPPORT D'AUDIT INTERNE	64
STATUTES	81



DOCUMENT POLITIQUE

7ème Congrès du PGE - Document politique

UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE EST POSSIBLE

1 L'Union Européenne (UE) est plus petite que l'Europe. Pourtant, ses politiques ont un
2 impact considérable sur l'ensemble du continent. Depuis de nombreuses années, elle
3 est traversée par une profonde crise, à la fois économique, sociale, environnementa-
4 le, démocratique et politique, qui résulte de ses politiques, principes, règles et traités
5 néolibéraux. Tous visent à consolider un modèle économique capitaliste axé sur la
6 maximisation des bénéfices privés, et non sur une production au service des besoins
7 de la population et de la planète. Avec la pandémie, dans un premier temps, puis, à
8 présent, la guerre, ces deux phénomènes exacerbent les multiples crises préexistan-
9 tes. L'invasion russe de l'Ukraine, qui a mené à la guerre, a également eu des réper-
10 cussions colossales, de même que la crise énergétique, la spéculation sur les prix du
11 gaz et le risque d'une escalade nucléaire - autant de menaces pour le présent et
12 l'avenir des peuples européens.

13 En termes économiques, cette crise se manifeste par une croissance faible et des
14 déséquilibres macroéconomiques entre les pays européens qui affichent des excé-
15 dents commerciaux considérables et ceux dont la dette publique est élevée. Cette
16 situation handicape considérablement le développement économique en Europe.
17 Les prix de l'énergie – et de l'alimentation – connaissent une hausse vertigineuse. Il
18 s'agit certainement d'un effet partiellement causé par la guerre, mais aussi par la
19 libéralisation du marché de l'énergie, et par le contrôle du secteur agro-alimentaire et
20 des biens industriels non énergétiques par les grandes entreprises : d'où une contra-
21 diction entre, d'un côté, une envolée des prix de l'énergie et, de l'autre, les surprofits
22 des grands groupes du secteur énergétique. Les coûts élevés de l'énergie et des
23 denrées alimentaires exacerbent les problèmes économiques et sociaux et, par
24 conséquent, plonge l'économie européenne dans la récession et accroissent les
25 inégalités. Le traitement néolibéral de l'inflation par le resserrement monétaire, dans
26 un contexte de crise totale, conduit l'Europe à l'austérité et à la récession pour les
27 années à venir.

28 Le quotidien de la population européenne est marqué par ces difficultés, qui se
29 traduisent par une crise sanitaire révélée par la pandémie de la Covid, tant en ce qui
30 concerne les citoyen.nes que les personnels en grande souffrance, et depuis une
31 crise énergétique et une inflation élevée et galopante concomitante. Pour les popula-
32 tions et nos sociétés, ces crises multiples ont provoqué une augmentation spectacu-
33 laire de la précarisation des conditions de vie et de travail. L'inflation causée par la
34 spéculation capitaliste et la guerre témoigne de la tentation des classes dirigeantes
35 européennes (et internationales) de transférer le coût de la crise sur la population en
36 exerçant une pression à la hausse sur les prix et en maximisant leurs profits tandis que
37 les salaires réels chutent et que les disparités sociales et économiques progressent à
38 un rythme vertigineux. En effet, selon le Rapport sur les inégalités mondiales 2022, les
39 10 pour cent des adultes les plus riches concentrent entre 60 et 80 pour cent des
40 revenus mondiaux alors que la moitié la plus pauvre en détient moins de 5 pour cent.

41 Qui est plus, la crise climatique, qui résulte des émissions de gaz à effet de serre,

42 provoque déjà des vagues de chaleur. En Europe et dans le monde, ce phénomène a
43 d'ailleurs une terrible incidence négative sur la nature, dont d'impressionnants feux
44 de forêt, des sécheresses et la baisse du niveau des cours d'eau. Il menace également
45 la productivité de l'agriculture. Nous sommes confrontés à des défis environne-
46 mentaux tels que les changements climatiques et la perte de biodiversité, qui remet-
47 tent fondamentalement en question nos modes de production et de consommation.
48 L'UE et les gouvernements européens ne parviennent toutefois pas à les relever effi-
49 cacement : leurs mesures de lutte contre la crise climatique sont tout à fait insuffisan-
50 tes.

51 La crise démocratique connaît également une aggravation ; les crises politiques ébr-
52 anlent les régimes des pays européens. Le Brexit et les niveaux élevés d'abstention
53 lors des élections en Europe constituent les expressions les plus patentes de cette
54 crise politique. La progression de l'extrême droite observée ces dernières années
55 dans de nombreux pays aux quatre coins de l'Europe constitue également un signal
56 d'alerte. Ces manquements sont le fruit de contradictions à l'intérieur du capitalisme,
57 des politiques néolibérales d'austérité, de profonds déficits démocratiques de l'UE
58 (qui se manifestent au travers de l'exercice du pouvoir par des structures technocra-
59 tiques non élues et dépourvues de mandat démocratique, ainsi que de l'influence
60 directe exercée par les lobbies des grandes entreprises actifs au sommet de l'UE).

61 Aussi, nous nous heurtons à de profonds bouleversements économiques, sociaux,
62 écologiques et politiques. Les populations européennes sont confrontées à des défis
63 existentiels qui interpellent quant à la manière de s'affranchir d'un système capitaliste
64 libéral qui, en exacerbant la concurrence, aggrave les inégalités, les catastrophes
65 environnementales ainsi que les tensions internationales menant à des guerres.

66 Le Parti de la Gauche Européenne (PGE) doit donc proposer des alternatives solides
67 et viables à ce système caduc. Il aspire à une Europe démocratique, sociale, écolo-
68 gique et pacifique qui enterre le patriarcat.

69 ***Les guerres et notre engagement en faveur de la paix et du désarmement***

70 La guerre en Ukraine s'intensifie et devient une menace mondiale. L'invasion russe de
71 ce pays a déjà causé des milliers de décès et forcé des millions de personnes, princi-
72 palement des femmes et des enfants, à prendre la fuite. Dans le monde entier, la
73 destruction systématique d'infrastructures essentielles entraîne une flambée des prix
74 de l'énergie et de l'alimentation, qui touche, en particulier, les pauvres et ceux·celles
75 qui travaillent et vivent dans la précarité.

76 Nous condamnons l'agression militaire russe contre l'Ukraine, qui constitue un crime
77 au regard du droit international humanitaire. Rien ne justifie une guerre. Nous con-
78 sidérons comme grave l'incapacité de l'Union Européenne à faire respecter les
79 accords de Minsk et nous exprimons notre plus profonde solidarité avec toutes les
80 personnes qui subissent les conséquences dévastatrices d'un conflit qui dure depuis
81 plus de 8 ans, et qui a été aggravé par l'invasion russe. Nous nous opposons ferme-
82 ment à cette agression, qui constitue une violation directe des droits humains. Nous
83 exprimons également notre solidarité avec tous les Russes et les Ukrainiens.ennes qui

84 résistent à cette guerre et souffrent de systèmes politiques antidémocratiques.

85 Il y a une menace nucléaire et un risque de généralisation du conflit : cette guerre
86 doit cesser immédiatement. De notre point de vue, les prochaines étapes pour mettre
87 fin à cette guerre devraient porter sur une série d'initiatives :

88 - un retour à la table des négociations,

89 - un cessez-le-feu,

90 - un retrait de toutes les troupes russes stationnées en Ukraine.

91 Nous nous opposons aux annexions russes de quatre régions de l'Ukraine, une déci-
92 sion qui représente une intensification de la guerre et rend encore plus difficiles des
93 négociations entre l'Ukraine et la Russie. Par ailleurs, toute annexion du territoire
94 ukrainien par la Russie constitue une entrave à la Charte des Nations unies et au droit
95 international.

96 Nous voulons construire une Europe de paix, de coopération entre les peuples, de
97 démocratie et de progrès, avec une tolérance zéro pour toute résurgence d'organisa-
98 tions nazies ou fascistes, car seule une architecture de sécurité collective – qui s'appu-
99 ie sur les principes de la sécurité humaine (prescrits dans la Charte des Nations
100 unies), le bien-être de tous les peuples, leur droit à l'autodétermination, le respect de
101 la souveraineté et des droits des minorités, la neutralité, ainsi que la démocratie, les
102 droits humains et le droit international – peut garantir la paix, en Europe comme
103 ailleurs.

104 Un monde plus juste et plus pacifique doit se construire sur des accords politiques, et
105 non sur des alliances militaires. En violant ses propres engagements en matière d'ex-
106 pansion vers l'Est, l'OTAN transforme le continent européen en champ de bataille
107 entre les puissances mondiales. Nous condamnons la présence de troupes américai-
108 nes sur notre continent et nous nous opposons à toute expansion supplémentaire de
109 l'OTAN, car elle n'apportera ni la sécurité ni la paix en Europe. Le PGE réaffirme sa
110 critique fondamentale et de principe de l'OTAN et sa position de non-alignement
111 avec l'OTAN et les États-Unis.

112 L'invasion russe et la réaction des États-Unis et de la plupart des gouvernements
113 européens prouvent que ce conflit militaire est également motivé par des intérêts
114 géopolitiques. Les États-Unis en tirent parti pour renforcer leur position hégémo-
115 nique, en concurrence avec la Russie et la Chine. Nous menons campagne en faveur
116 d'un affranchissement de l'UE et de l'Europe de l'hégémonie américaine ainsi que
117 d'une politique indépendante de promotion de la paix et du respect du droit interna-
118 tional.

119 Le PGE réitère son engagement en faveur de la paix et du désarmement global et
120 multilatéral. L'invasion russe de l'Ukraine constitue un catalyseur de la militarisation
121 que l'UE développe depuis des décennies. Sur le plan économique, l'Union s'affaiblit,
122 car elle est poussée à augmenter davantage ses dépenses militaires : nous ne devons
123 pas permettre que les déficits démocratiques de sa structure institutionnelle mènent à
124 une militarisation encore plus prononcée des relations internationales. La hausse
125 spectaculaire des dépenses militaires observée dans toute l'Europe doit cesser.

126 Pourtant, la guerre en Ukraine n'est pas la seule qui secoue le monde. Le PGE
127 reconnaît d'ailleurs le droit inaliénable des peuples à vivre en sécurité, quel que soit
128 l'endroit. De concert avec d'autres forces progressistes et le mouvement international
129 pour la paix, le PGE s'impliquera résolument dans les discussions autour d'une nou-
130 velle architecture de sécurité collective, pour un monde de paix et de coopération.
131 Nous sommes fermement opposés à l'accélération de la course mondiale aux arme-
132 ments : ces sommes d'argent font cruellement défaut pour satisfaire aux besoins
133 sociaux de la population et aux défis environnementaux causés par les changements
134 climatiques.

135 En conséquence, le PGE lance un large appel à toutes les forces politiques, sociales,
136 citoyennes et pacifistes qui sont convaincues du besoin de mesures urgentes pour
137 briser la spirale de la guerre, afin que nous nous engagions en faveur de :

- 138 - La tenue d'une conférence internationale, sous l'égide des Nations unies, pour un
139 cessez-le-feu mondial et la création d'un nouvel ordre international basé sur les
140 principes de la sécurité collective dans le monde, qui rendront caduques des allian-
141 ces militaires telles que l'OTAN ;
- 142 - Des discussions autour d'une nouvelle architecture collective de sécurité, une initia-
143 tive qui ouvrira également la porte au lancement d'une COP annuelle pour la paix ;
- 144 - La reprise des négociations multilatérales et internationales sur le désarmement,
145 notamment dans le domaine nucléaire, dont la réactivation du traité sur les forces
146 nucléaires à portée intermédiaire (FNI), la prohibition des armes nucléaires à portée
147 intermédiaire sur le continent européen et la signature, par l'UE, du traité sur l'inter-
148 diction des armes nucléaires des Nations unies.

149 ***Les leçons de la pandémie : améliorer les services publics et les étendre***

150 Depuis plus de deux ans, la pandémie de la Covid-19 a façonné les conditions de
151 travail et de vie en Europe. Après des décennies de politiques néolibérales, accompa-
152 gnées de leur lot de coupes sombres et de privatisations des services publics et de
153 l'enseignement, les retombées économiques et sociales sont encore plus drama-
154 tiques. Les infrastructures sociales et le secteur de la santé, en particulier, sont systé-
155 matiquement négligés et sabotés, entraînant l'externalisation de ressources publi-
156 ques au bénéfice d'intérêts privés.

157 La pandémie a mis en relief les problèmes associés à l'externalisation de notre industrie et
158 à l'absence de contrôle public sur des enjeux stratégiques tels que la recherche et la pro-
159 duction de produits pharmaceutiques comme les fournitures médicales. L'oligopole des
160 sociétés pharmaceutiques leur a permis de tirer de plantureux bénéfices de cette pandé-
161 mie sans qu'elles consentent à accorder un accès universel aux vaccins et médicaments.
162 Pour cette raison, nous continuons à exiger des brevets gratuits pour les vaccins et nous
163 avons apporté un soutien sans équivoque à la campagne « Pas de profit sur la pandémie ».

164 Le PGE a, très tôt, réagi à la crise du Covid-19, en présentant cinq axes de propositions
165 globales : la protection de la population, la relance économique et la transformation éco-
166 logique et sociale, la démocratie, le désarmement et la paix, et la solidarité européenne et
167 internationale.

168 Nous réclamons un pôle européen sur la santé publique et les médicaments, qui
169 coordonne les activités dans ce secteur dans l'intérêt public. La pandémie, qui a mis
170 en évidence les carences du secteur de la santé, illustre le besoin pressant d'améliorations
171 dans ce secteur ainsi que de progrès et d'extension des services publics, en
172 général, de transfert de l'industrie pharmaceutique sous contrôle public et de garanties
173 pour notre capacité de production.

174 La pandémie a exacerbé les énormes inégalités préexistantes, les riches devenant
175 encore plus riches et les pauvres plus pauvres. Elle a davantage touché les femmes
176 que les hommes. De même, elle a modifié irrévocablement notre façon de travailler
177 et notre relation avec le lieu de travail. Aussi, des règles strictes doivent être instaurées
178 pour éviter que cette situation mène à des abus des employeurs. En ce sens,
179 nous voulons que le télétravail et le droit à la déconnexion soient réglementés.

180 Les femmes sont les premières à souffrir de l'affaiblissement des services publics,
181 alors que ce sont elles qui sont les plus représentées dans l'enseignement et la santé.
182 Le PGE soutient le mouvement féministe dans son combat contre le patriarcat et pour
183 l'égalité des droits des femmes sur le plan salarial, des conditions de travail, de l'évolution
184 de carrière et de la participation sociale à tous les niveaux. Cette revendication
185 comprend la défense des droits en matière de procréation, notamment à l'avortement,
186 qui sont aujourd'hui fortement combattus.

187 ***L'indispensable transformation socioécologique***

188 Nous ne sommes pas seulement confronté·e·s à la guerre et à la pandémie. Nous sommes
189 également aux prises avec de profonds bouleversements économiques, sociaux et politiques
190 qui sont, eux aussi, provoqués par la crise climatique actuelle. Face à ce marasme,
191 nous devons, de toute urgence, prendre des mesures efficaces, à l'échelle européenne,
192 avec un objectif clair : la neutralité carbone d'ici la fin de cette décennie.

193 Pour nos vies, il est essentiel de préserver la biodiversité et les écosystèmes ; nous devons
194 réfléchir à de nouvelles relations entre l'humanité et la nature. Aussi, on doit remettre en
195 cause nos modes de production et de consommation : nous avons besoin de vastes processus
196 de transformation pour atteindre un niveau de production à la fois durable pour la
197 planète et adapté à nos besoins réels. Nos ressources sont limitées et, pour qu'elles soient
198 toutes réparties équitablement, chacune doit être utilisée en conséquence. Notre capacité
199 de production doit être mise à profit pour satisfaire aux véritables besoins de la population,
200 notamment d'une planète habitable.

201 Nous devons changer le modèle énergétique néolibéral actuel de l'UE, avec une
202 réduction radicale des émissions de CO₂ : la production à base d'énergies fossiles
203 n'a plus d'avenir et il faut une nouvelle politique industrielle européenne axée sur une
204 industrie verte. Cette mesure présuppose, entre autres, une nouvelle politique éner-
205 gétique, fondée sur une énergie décarbonée, avec un fort potentiel pour les énergies
206 renouvelables, et en matière de mobilité, centrée sur les concepts de mobilité collec-
207 tive, notamment sur les transports publics.

208 Pour atteindre ces objectifs, les producteurs et fournisseurs d'énergie doivent tous

209 être placés sous contrôle public. Les grands groupes énergétiques doivent être
210 expropriés, nationalisés et socialisés.

211 Malheureusement, les actions prises par l'UE et ses États membres sont diamétralement
212 opposées à ces mesures : substitution des hydrocarbures russes par ceux d'autres
213 pays dont le bilan en matière d'environnement et de droits humains est tout aussi
214 médiocre ; et ils ne prennent pas les mesures nécessaires pour réduire la consommation,
215 visant plutôt à préserver les intérêts à court terme des grandes entreprises. Une
216 poursuite des politiques actuelles entraînerait des conséquences catastrophiques. Un
217 changement radical s'impose. Le débat sur les sources d'énergie à développer pour
218 tenir les nécessaires engagements climatiques et aboutir à une énergie décarbonnée
219 doit être approfondi.

220 Les politiques d'austérité néolibérales doivent être abandonnées. Une transformation
221 profonde et systémique doit être menée pour garantir une appropriation démocratique
222 à caractère public du contrôle des forces productives de la société permettant
223 une planification de la production en réponse aux besoins des populations et de la
224 planète, et sans but lucratif.

225 Le Fonds de relance « Next Generation » traduit une inflexion de la politique fiscale
226 de l'UE et met en lumière de nouvelles contradictions à exploiter pour pouvoir transformer,
227 de manière radicale, les politiques européennes. Mais ce n'est pas suffisant.
228 Le Fonds européen pour la relance ne doit pas être rattaché au Semestre européen et
229 les moyens financiers alloués aux différents pays ne doivent pas être subordonnés à
230 des conditions restrictives et antidémocratiques. Ces plans ne doivent pas être transformés
231 en nouveaux accords. Le pacte de stabilité et de croissance (PSC), tout
232 comme le Semestre européen, doivent être abolis, et pas uniquement suspendus. Ils
233 doivent être remplacés par un nouveau pacte axé sur la démocratie, la cohésion, la
234 convergence économique, la transformation sociale et le développement durable.

235 C'est une opportunité pour avancer sur deux propositions importantes du PGE :
236 - un Fonds européen de développement écologique et social, pour les services publics
237 et pour l'emploi, financé par la création monétaire de la BCE à taux zéro voire
238 négatif, comme l'article 123.2 du Traité de Lisbonne le permet, et doté d'une gouvernance
239 démocratique ;
240 - un refinancement sélectif par la BCE des crédits des banques aux entreprises à taux
241 d'autant plus
242 abaissés qu'ils favorisent les investissements matériels et de recherche, porteurs
243 d'emploi, de formation, de réduction des émissions de CO2 et à taux d'autant plus
244 élevés qu'ils diminuent l'emploi, accroissent les émissions de carbone et délocalisent.

245 Les objectifs et les politiques liés à la loi européenne sur le climat et au pacte vert
246 pour l'Europe manquent d'ambition pour s'attaquer aux chantiers urgents découlant
247 des changements climatiques et assurer la survie de la planète. En outre, la logique
248 libérale suivie sur le marché européen de l'énergie et la concurrence dans le secteur
249 de l'énergie alimentent la crise. Ce sont les intérêts du capital qui dictent les politiques
250 actuelles alors que celui-ci a, dans la réalité, provoqué cette catastrophe. De ce
251 fait, nous devons réagir à l'urgence écologique en lançant un processus de transfor-

252 mation qui accorde la primauté aux peuples et à leurs besoins. Il faut des program-
253 mes d'investissement public centrés sur l'environnement, les services publics et la
254 création d'emplois.

255 Pour la Gauche, relier les impératifs environnementaux aux besoins sociaux est cruci-
256 al. De toute évidence, une révolution industrielle verte est indispensable, mais les
257 travailleur·euse·s touché·e·s par ces bouleversements doivent aussi être protégé·e·s.

258 Le concept de « transition juste »* défendu par les syndicats associe la transformation
259 écologique à la protection sociale. Ce processus de transformation doit, certes,
260 mener à un renforcement des droits des travailleur·euse·s et citoyen·ne·s, qui doivent,
261 par ailleurs, également être directement impliqué·e·s. L'emploi et la formation doi-
262 vent être sécurisés. Agir pour le maintien de l'emploi et des revenus implique que des
263 mesures devraient être prises pour une autre sélectivité de la politique de crédit des
264 banques aux entreprises. Cette sélectivité reposerait sur des critères et conditions
265 précises : sécurisation des revenus et maintien de l'emploi. Par ailleurs, des moyens
266 de coopération industrielle doivent être développés dans une reconversion environ-
267 nementale et sociale, par des accords coopératifs non capitalistiques, et la répartition
268 équilibrée des productions dans tous les pays de l'UE. Cela suppose des éléments de
269 partage des technologies.

270 En conséquence, dans une perspective de gauche, l'articulation entre le pacte vert
271 pour l'Europe et la démocratie économique est primordiale. Elle permet ainsi de
272 démarquer ce pacte d'autres concepts. En effet, participer en tant que citoyen·ne·s
273 organisé·e·s est synonyme de co-décider, pour être entendu·e·s, pris·e·s en con-
274 sidération et exercer un pouvoir d'intervention et de contrôle.

275 Le contrôle démocratique est essentiel pour éviter une modernisation purement
276 capitaliste qui est pratiquement sans égard pour l'environnement. Nous avons besoin
277 d'investissements publics dans les infrastructures, les services sociaux (dont les soins
278 de santé), les logements abordables et de qualité, les transports durables, l'éducation
279 et la culture, ainsi que la protection des biens communs environnementaux tels que
280 l'eau, l'air, le climat et les forêts. Ces besoins vitaux pour tous les êtres humains doi-
281 vent être préservés par le biais d'un contrôle démocratique des institutions, des
282 entreprises, et des banques.

283 Nous demandons donc un changement systémique allant dans le sens d'un pacte
284 vert de gauche pour l'Europe. Il s'agit d'un concept de transformation globale associ-
285 ant les exigences écologiques et sociales à la protection de la planète et à la partici-
286 pation directe des travailleur·euse·s dans les politiques industrielles. Il marque une
287 rupture avec les politiques néolibérales de l'UE et permet de dépasser les limites du
288 développement capitaliste en visant le bien public. Il devrait garantir que les citoyen·-
289 ne·s européen·ne·s soient tou·te·s au même niveau et que leurs choix souverains
290 soient respectés.

* « « Une transition juste signifie transformer l'économie d'une manière équitable et inclusive pour garantir le maintien et la création d'emplois de bonne qualité » (IndustriALL, Manifeste pour une transition juste)

291 Pour être durable sur le plan économique, le pacte vert de gauche pour l'Europe
292 présuppose un contrôle strict de l'État sur le secteur bancaire. Compte tenu de leur
293 origine et de leur caractère public, les investissements publics doivent prioritairement
294 être destinés, dans leur intégralité, au secteur public, en l'occurrence à des services
295 d'intérêt social et environnemental, et ne pas chercher à dégager des profits. La
296 Banque centrale européenne (BCE) doit être placée sous contrôle démocratique. De
297 même, les fonds publics et les surprofits doivent être réorientés vers les services
298 publics et la transition écologique. Les flux financiers doivent être taxés. L'évasion et
299 la fraude fiscales doivent être combattus efficacement par l'instauration d'une véritable
300 liste de paradis fiscaux, dont certains existent dans l'UE elle-même, par la mise en
301 place du prélèvement à la source des profits des multinationales et des banques,
302 l'instauration d'un statut pour les lanceurs d'alerte, et la réunion d'une COP fiscale
303 mondiale sous l'égide de l'ONU.

304 Un pacte vert de gauche doit aller de pair avec le renforcement des droits des travail-
305 leur·euse·s. Cette démarche peut être reliée au socle européen des droits sociaux,
306 qui s'appuie sur vingt principes relatifs à l'égalité des chances et l'accès à la formation
307 et au marché du travail, à des conditions de travail équitables, à la protection sociale
308 et à l'inclusion. Ces principes, assortis d'un plan d'action, devraient donner lieu à des
309 initiatives concrètes en faveur des citoyen·ne·s.

310 Toutefois, ces droits sociaux doivent être contraignants et garantis, dans les traités de
311 l'UE, sous la forme d'un protocole de progrès social. Il doit consacrer l'égalité des droits
312 des femmes en matière de salaires, de conditions de travail, d'évolution professionnelle
313 et de participation à tous les niveaux. Ni les libertés économiques ni les règles de con-
314 currence ne doivent l'emporter sur les droits sociaux fondamentaux qui, par ailleurs, en
315 cas de conflit, doivent avoir la primauté. La Confédération européenne des syndicats
316 (CES) défend, elle aussi, très clairement, cette revendication. Par ailleurs, le réseau
317 syndical européen TUNE (Trade Unionists Network Europe), dont le PGE est membre,
318 mène depuis longtemps une campagne autour de cette problématique.

319 Le socle des droits sociaux et le Protocole de progrès social constituent uniquement un
320 point de départ. Il faut aussi des syndicats forts, dotés d'un solide pouvoir de négociation
321 collective, un prérequis fondamental pour obtenir des conditions décentes de travail et
322 des salaires vitaux. La précarisation croissante des conditions de travail se manifeste princi-
323 palement au travers du processus connu sous le nom d'« ubérisation », que nous devons
324 contester, en exigeant que tou·te·s, employeur·euse·s et travailleur·euse·s, y compris des
325 plates-formes numériques, jouissent des mêmes droits et obligations.

326 Pour lutter contre la précarité des conditions de travail, nous soutenons les luttes sociales
327 pour la création et l'augmentation d'un salaire minimum, dans les pays où le mouvement
328 des travailleurs se bat pour cela. Plus largement, nous soutenons les luttes pour les salai-
329 res, les conventions collectives, la réduction des heures de travail sans réduction des salai-
330 res et l'amélioration des conditions de travail dans tous les pays.

331 De plus, nous nous opposons à toute tentative de recul des conditions de travail, notam-
332 ment à la suspension des conventions collectives et à l'abaissement des droits des travail-
333 leur·euse·s. Nous appuyons les syndicats dans leurs initiatives visant à sceller des accords

334 pour sécuriser l'emploi de qualité. Nous exigeons une extension de la protection sociale
335 de l'État, de la garde des enfants jusqu'aux régimes de retraite. Ébranlés par des décen-
336 nies de néolibéralisme, les régimes actuels doivent faire l'objet de mesures correctives et
337 couvrir les nouvelles réalités du monde du travail. Nous soutenons les propositions et les
338 mobilisations qui visent à renforcer les droits des travailleurs à s'opposer aux licenciements
339 boursiers et aux délocalisations.

340 Nous nous opposons aux réformes néolibérales du marché du travail, qui visent sur une
341 plus grande flexibilité et une moindre protection contre le licenciement et privilégient en
342 particulier les conventions d'entreprise, en lieu et place des conventions collectives négo-
343 ciées par les syndicats.

344 Nous avons besoin de syndicats forts qui collaborent avec les mouvements sociaux et les
345 ONG, les organisations de femmes, les initiatives citoyennes et les partis de gauche. Nous
346 sommes favorables à l'extension, sur le plan juridique, du caractère exécutoire des con-
347 ventions collectives négociées par les syndicats. Les politiques de « travail équitable »
348 convenues par les partenaires sociaux à l'échelon national ou régional devraient être
349 défendues dans les législations.

350 **La démocratie et les droits humains**

351 L'Europe est de plus en plus confrontée à des tendances autoritaires. Très souvent,
352 l'indispensable lutte contre la pandémie a servi de justificatif pour brimer les droits
353 démocratiques. De nos jours, l'État de droit et les libertés et droits fondamentaux
354 régressent, que ce soit dans des pays tels que la Pologne et la Hongrie, qui sont gou-
355 vernés par l'extrême droite, mais aussi ailleurs, où la droite majoritaire tient un discours
356 raciste et s'attaque à des droits et des libertés acquis à l'issue de longs combats.

357 Compte tenu de son propre déficit démocratique, l'UE est incapable d'apporter une
358 réponse à ces problèmes. Les traités européens actuels ne sont pas une base pour
359 une nouvelle construction européenne sociale et démocratique. Aussi, nous deman-
360 dons la révision des traités. Cette mesure vise à garantir une intégration régionale
361 véritablement démocratique et basée sur la coopération afin de protéger les droits
362 des populations et d'affronter ensemble des problèmes communs tels que les chan-
363 gements climatiques, sans toutefois suivre une logique néolibérale. La souveraineté
364 populaire doit servir d'assise à une nouvelle construction européenne respectueuse
365 du libre choix démocratique de peuples souverains.

366 Le PGE défend la démocratie et les droits humains. Pour nous, l'égalité des droits
367 pour tou-te-s en Europe constitue un objectif central. Toute discrimination, qu'elle soit
368 liée au genre, à l'origine, à la racialisation, à la nationalité, à la religion, à l'orientation
369 sexuelle ou au handicap, doit être éliminée.

370 De l'Iran aux États-Unis, en Europe et partout ailleurs, les femmes se lèvent en défen-
371 se de leurs droits de décider pour elles-mêmes et de disposer de leur corps. La
372 Gauche Européenne appuie le mouvement féministe partout, de manière systéma-
373 tique et à tous les niveaux. Dans l'ensemble des pays européens, la lutte contre le
374 patriarcat et toutes les violences faites aux femmes doit constituer une priorité, par

375 tous les moyens nécessaires : la société requiert une transformation féministe.

376 Nous sommes également aux côtés des communautés LGBTQ+ dans leur combat
377 contre toute forme de discrimination ainsi que pour la pleine reconnaissance de leurs
378 droits en matière d'égalité et d'autodétermination du genre dans la législation, d'éga-
379 lité de rémunération, de conditions de travail, d'évolution professionnelle et de parti-
380 cipation sociale à tous les niveaux.

381 La guerre en cours en Ukraine a provoqué l'arrivée d'un autre groupe ethnique de
382 réfugiés qui se sont précipités aux frontières avec les pays voisins. Heureusement, les
383 réfugiés ukrainiens ont été immédiatement acceptés par les pays d'accueil et ont
384 bénéficié de soins et de protection.

385 Au même temps, des centaines de réfugiés d'autres pays déchirés par la guerre ou
386 fragmentés sont encore noyés dans la Méditerranée, confrontés aux frontières
387 fermées de l'Europe, aux clôtures, à la violence, aux refoulements, le trafic, et la
388 prison. La forteresse Europe a fait de la mer Méditerranée la route des migrants la
389 plus meurtrière au monde.

390 Les personnes en danger, d'où qu'elles viennent, ne peuvent être perçues comme
391 des instruments de propagande, de manœuvres politiques et diplomatiques. Aucune
392 vie n'est subordonnée à une autre, aucun être humain n'est illégal. La directive
393 européenne 55/2001 qui rend la protection humanitaire plus immédiate et généra-
394 lisée, déjà appliquée aux réfugiés ukrainiens, doit être étendue à toute personne
395 fuyant la guerre, les persécutions, les dictatures, et les catastrophes climatiques ou
396 économiques.

397 La guerre en Ukraine nous a rappelé que n'importe qui, n'importe où, peut devenir
398 un réfugié. L'avenir de l'Europe n'est pas la militarisation, la xénophobie, le racisme,
399 l'indifférence au sort de l'humanité et aux victimes de multiples crimes dont les élites
400 politiques et économiques européennes portent souvent une énorme responsabilité.

401 La seule politique acceptable est celle de passages d'entrée sûrs et légaux en
402 Europe, d'une répartition égale des populations de réfugiés entre tous les Etats
403 européens, du rejet immédiat de la pratique des frontières fermées, de l'élaboration
404 de politiques communes d'accueil, de protection, de soutien, d'aide aux besoins
405 humains, de respect et d'inclusion, ainsi que d'un soutien substantiel aux pays qui
406 supportent la pression du premier accueil des populations de réfugiés. Une approche
407 identique doit être appliquée aux immigrants, afin qu'ils puissent vivre dans la dig-
408 nité, l'égalité des droits, la sécurité et l'acceptation.

409 Nous demandons de toute urgence une réforme du système d'asile européen et des
410 règlements de Dublin, ainsi que la fin des lois actuelles qui imposent la détention des
411 migrants ou des demandeurs d'asile.

412 Soutenir les réfugiés et les immigrants équivaut à soutenir la démocratie, l'idéologie,
413 la culture et l'héritage européen humanitaire de l'Europe - un grand pas vers l'éman-
414 cipation et le développement progressif des sociétés européennes.

415 **Stopper l'impérialisme par le biais de la solidarité internationale**

416 L'Europe est plus vaste que l'UE, et le monde, que l'Europe : les problèmes qui nous
417 hantent ont, pour la plupart, une dimension internationale. De ce fait, nos réponses
418 doivent être recherchées à cette échelle.

419 La guerre a un spectre qui plane sur une multitude d'endroits : sur l'Afrique, le Yémen
420 et le Moyen-Orient, pour n'en citer que quelques-uns. Les tensions en mer de Chine
421 méridionale et autour de Taïwan constituent également une menace. L'actuelle
422 course mondiale à l'armement accentue les risques.

423 La crise climatique est internationale. Pourtant, bien qu'elle soit principalement
424 causée par l'émission de gaz à effet de serre au bénéfice du riche Nord global, c'est
425 le Sud global qui est le plus touché.

426 La réalité de l'inflation a une dimension internationale et touche, d'une manière ou
427 d'une autre, chaque pays ; la réponse doit donc être mondiale.

428 De même, le racisme nous hante : partout, les forces de droite nous font miroiter que
429 nous nous sauverons si nous maintenons les autres à l'extérieur de nos frontières ou
430 que nous les privons d'une égalité de droits. Nous prônons une solidarité avec tous
431 les êtres humains.

432 Le monde connaît une progression des inégalités alors que le 1 pour cent le plus
433 riche possède une richesse équivalente à celle des 50 pour cent les plus pauvres.

434 Nous défendons une redistribution de la richesse pour que chaque personne en
435 possède en suffisance et que nul n'en accumule de manière excessive.

436 Tous ces dérives font partie du même système mondial, qui porte un nom : l'impéria-
437 lisme. La Gauche Européenne est un parti anti-impérialiste et, par conséquent, elle
438 combattra ce système en Europe et partout ailleurs. En effet, la solidarité internatio-
439 nale est un pilier de la stratégie du PGE.

440 Nous œuvrons en défense d'un avenir de justice et de solidarité internationales, et
441 non de fractures nationales (qui sont dictées par des intérêts capitalistes et militaires).
442 Nous réaffirmons notre solidarité globale avec les peuples qui luttent pour leurs
443 droits et libertés. En Méditerranée, nous soutenons le peuple palestinien dans son
444 combat contre l'occupation ainsi que son autodétermination dans le cadre d'un État
445 souverain sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. En
446 outre, nous appuyons le peuple kurde du Rojava, et nous appelons à la décolonisati-
447 on du Sahara occidental.

448 Nous manifestons notre appui à la gauche et aux forces démocratiques et progressis-
449 tes en Amérique latine et dans les Caraïbes, avec lesquelles nous coopérons acti-
450 vement au sein du Forum de São Paulo. De même, nous défendons résolument la
451 lutte du peuple cubain en faveur de la levée du blocus imposé par les États-Unis.
452 Nous exprimons également notre solidarité avec la gauche d'Amérique du Nord dans
453 son combat contre la droite réactionnaire, ultralibérale et raciste, notamment sur les
454 droits des femmes.

455 **L'offre politique du PGE et la construction de nouvelles majorités politiques et**
456 **sociales**

457 Notre stratégie et nos activités politiques sont axées sur la construction d'une Europe
458 plus démocratique, sociale, écologique et pacifique. Les lignes proposées nous ser-
459 viront d'orientation au cours des trois prochaines années. Lors des prochaines élec-
460 tions européennes, nous nous présenterons comme une puissante force de gauche
461 en Europe.

462 Le PGE se considère comme un outil au service de ses partis membres, observateurs
463 et partenaires, qui a pour vocation d'infléchir le rapport de force en Europe au béné-
464 fice des populations.

465 Le Forum européen annuel des forces de Gauche, progressistes et écologistes consti-
466 tue une plate-forme pour un dialogue politique et des initiatives conjointes, et un pas
467 en avant vers la construction de l'Europe que nous voulons. Ce Forum apporte la
468 preuve de la présence, en Europe, d'un large éventail de forces qui sont disposées à
469 collaborer autour d'un projet alternatif pour les peuples d'Europe. Les débats qui s'y
470 déroulent quant à l'orientation et au contenu des axes politiques communs contribu-
471 ent à la consolidation des forces de gauche en Europe.

472 Nous allons poursuivre cette initiative, qui sera renforcée et élargie. Le PGE appelle à
473 sa poursuite, son renforcement, son élargissement et son développement autour de
474 lignes concrètes de revendication et d'action entre chaque forum. La coopération
475 avec les syndicats s'est également nettement améliorée. Au regard des énormes défis
476 présents et de risques tels que la montée de l'extrême droite, l'Europe a besoin d'une
477 gauche solide, qui coopère avec d'autres forces progressistes. Le Forum doit égale-
478 ment être un espace pour mener des échanges sur des exemples positifs de coopéra-
479 tion entre les forces de gauche et les forces progressistes dans les différents pays,
480 ainsi que sur les expériences des organisations de gauche, qu'elles soient dans l'op-
481 position ou qu'elles fassent partie de gouvernements nationaux.

482 Le PGE encourage les initiatives destinées à approfondir les discussions tout à fait
483 indispensables au sein de la gauche et les relations avec les syndicats et les mou-
484 vements sociaux. En ce sens, il appuie les idées qui cherchent à concrétiser les souha-
485 its d'unité au sein de notre camp social et politique en fonction des revendications
486 populaires, dans le but de constituer un nouveau bloc social et d'autres majorités
487 politiques.

488 Un changement radical doit être apporté aux politiques européennes. Ses principaux
489 axes sont :

- 490 1. Une transformation socioécologique intégrale axée sur le bien-être des popu-
491 lations et sur leurs besoins à la fois environnementaux et sociaux : nous
492 appuyons l'exigence de « transition juste » exprimée par les syndicats.
493 Une production basée sur les énergies fossiles n'a pas d'avenir : nous avons
494 besoin d'une nouvelle politique industrielle, notamment d'une autre politique
495 énergétique et de mobilité.
496 La politique d'austérité néolibérale doit être abandonnée. En outre, le pacte

- 497 de stabilité et de croissance (PSC) doit être aboli au profit d'une politique
498 économique au service de l'intérêt général.
499 La BCE doit faire l'objet d'un contrôle démocratique, et nous nous opposons
500 aux accords de libre-échange qui établissent des relations commerciales iné-
501 gales et déséquilibrées.
- 502 2. L'impossibilité d'un développement écologique et social durable au sein des
503 structures capitalistes. La démocratie économique est un élément clé de ce
504 processus de transformation. Aussi, elle requiert une participation active des
505 travailleur·euse·s et des droits nouveaux d'intervention des travailleur·euse·s
506 sur l'organisation du travail, la gestion, les investissements et les orientations
507 stratégiques des entreprises.
- 508 3. Des conditions de vie décentes pour tou·te·s : à la différence des marchandi-
509 ses, le logement et l'énergie constituent des biens publics et des droits
510 humains fondamentaux. Nous ne pouvons pas abandonner cette indispensab-
511 le transition aux mains du marché. Pour enrayer la spéculation dans ces deux
512 secteurs, il faut des investissements publics et un contrôle démocratique. Une
513 série de mesures sont nécessaires : une imposition progressive des logements
514 collectifs vacants ; un plafonnement des loyers et des restrictions aux loge-
515 ments partagés (notamment Airbnb), comme mesures de protection des coûts
516 du logement sur le plan local ; une taxe extraordinaire sur les surprofits des
517 sociétés énergétiques ; et un contrôle public des grands producteurs et four-
518 nisseurs d'énergie. Les recettes provenant de ces mesures devraient être
519 réorientées vers des programmes de logement et d'énergie pour tou·te·s.
- 520 4. L'extension des droits sociaux et une garantie d'améliorations dans ce domai-
521 ne, sous la forme d'un protocole de progrès social. Nous exigeons des condi-
522 tions de travail décent et des salaires vitaux. Nous soutenons les syndicats
523 dans leur lutte pour des pouvoirs renforcés en matière de négociation collecti-
524 ve et pour tous les projets de sécurisation professionnelle de l'emploi et de la
525 formation.
- 526 5. L'expansion et l'amélioration de services publics : nous avons besoin d'investis-
527 sements publics dans les soins de santé, le logement, l'éducation et la culture.
528 Nous demandons : la mise en place d'un pôle européen de santé publique et
529 des médicaments, pour coordonner les activités dans ce secteur dans l'intérêt
530 public ; un contrôle démocratique de l'industrie pharmaceutique ; et des
531 brevets gratuits pour les vaccins.
- 532 6. Un terme à toute forme de discrimination fondée notamment sur le genre,
533 l'origine, la racialisation, la nationalité, la religion, l'orientation sexuelle ou le
534 handicap. Le racisme, la xénophobie et la discrimination à l'égard des
535 femmes, des populations LGBTQ+ et des migrant·e·s doivent être interdits.
536 La protection de tous les êtres humains et de leurs droits doit être assurée
537 partout.
- 538 7. La défense de la démocratie, de la souveraineté populaire et de l'État de droit,

- 539 en Europe comme ailleurs, au travers de structures véritablement démocra-
540 tiques et contre les structures et politiques néolibérales et d'extrême droite
- 541 8. Un engagement en défense de la paix et du désarmement. La guerre en
542 Ukraine doit cesser. Nous exigeons un retour à la table des négociations, un
543 cessez-le-feu, un retrait de toutes les troupes russes stationnées en Ukraine.
- 544 9. Des discussions intensives autour d'une architecture de sécurité collective.
545 Nous lançons un large appel à toutes les forces politiques, sociales, citoyennes
546 et pacifistes en faveur de l'adoption urgente de mesures visant à enrayer la
547 spirale de la guerre.
- 548 ***C'est la seule manière de léguer à nos jeunes et à toutes les générations suivan-***
549 ***tes un monde meilleur et des sociétés plus résilientes : la paix, l'égalité et la soli-***
550 ***darité sauveront notre planète.***

ÉVALUATION ET ÉVOLUTION

Évaluation et Évolution

Introduction

Les 3 dernières années ont été caractérisées par la pandémie et ses conséquences pour les organisations à travers l'Europe et le monde. Le Parti de la Gauche Européenne (PGE) n'y a pas échappé.

Cependant, le PGE n'a pas cessé ses activités, sur la base du document d'évaluation et d'évolution approuvé par le précédent Congrès. Au contraire, le parti a pu maintenir et approfondir ses relations avec d'autres forces au point d'élargir ses rangs. L'identité et l'importance publique du PGE en Europe pour apporter des réponses communes aux défis toujours croissants auxquels sont confrontés les peuples d'Europe restent faibles.

En ce qui concerne la communication et les campagnes possibles, il y a eu un engagement fort, en particulier de la part du bureau, pour améliorer la communication externe, bien que des difficultés subsistent dans le développement d'une campagne européenne forte et unie.

Les groupes de travail (GT) ont élargi leurs discussions sur les politiques en augmentant le nombre de réunions en ligne. Le PGE a continué à renforcer ses relations avec d'autres forces politiques et sociales au niveau européen et international, avec des activités d'observation électorale et d'importantes délégations. Il a également été possible d'accroître les alliances avec d'autres organisations sociales, notamment à travers le Groupe de travail des femmes qui a été créé à partir du 6e Congrès et a permis d'élargir les alliances avec d'autres organisations féministes-anticapitalistes européennes.

Note au rapport d'évaluation et d'évolution :

Le document est basé sur les réponses de 12 partis (sur les 42 qui composent actuellement le PGE). En vue du VIe Congrès du PGE qui a eu lieu en 2019, les partis qui ont contribué à l'enquête sur l'évaluation et l'évolution étaient au nombre de 22. Comme la plupart des partis l'ont souligné lors du dernier Bureau Exécutif, qui s'est tenu en novembre dernier à Berlin, les partis du PGE sont dans une phase d'auto-évaluation, visant à réfléchir sur la façon de se réorganiser en interne, de se mobiliser et de faire face aux multiples crises qui caractérisent cette période. Ceci a eu pour conséquence une moindre disponibilité pour les activités du PGE (y compris pour remplir le questionnaire).

1. Relations entre le PGE et ses partis membres

Bien que pour certains membres, le travail quotidien empêche une plus grande participation, le PGE reste considéré comme un instrument important car il permet aux partis de dialoguer et d'en apprendre davantage sur la situation politique, les expériences et les défis dans d'autres pays européens et ailleurs. Il permet également aux petits partis de faire partie d'un spectre politique plus large.

En ce qui concerne la manière de lier les activités du PGE à celles des partis membres, l'opinion générale est que tant les partis que le PGE pourraient bénéficier d'une participation plus active et plus cohérente des membres de la présidence du PGE aux

activités des partis, grâce à une plus grande coopération des partis membres. Le PGE doit être présent dans la plupart des moments importants des partis, les soutenir et promouvoir l'échange d'informations. Un parti propose que le PGE joue un rôle actif dans la communication entre les partis, par exemple en collectant et en traduisant des documents politiques essentiels à la vie de ses partis membres (tels que des programmes politiques, des manifestes, etc.).

En outre, il serait utile que les représentants du PGE se rendent occasionnellement sur les territoires nationaux en organisant des manifestations et des conférences et en discutant avec leurs homologues sur les territoires nationaux. Cela aiderait grandement les partis nationaux qui n'ont pas de représentation à Bruxelles.

L'implication du PGE dans les activités quotidiennes ainsi que dans les principales campagnes des partis nationaux sur des sujets où l'ensemble de la PGE a une approche commune, aiderait le PGE à obtenir une plus grande visibilité et à obtenir une place importante de reconnaissance parmi les membres des partis nationaux. Il est donc utile d'envoyer des intervenant.e.s à des événements en ligne ou en présentiel organisés par des partis à l'échelle nationale. En outre, le PGE devrait profiter des connaissances et des contacts des parties au niveau national, en les consultant à l'avance avant d'engager des relations avec des organisations dans les territoires des partis membres.

Élargir les réseaux/GT (syndicalistes, féministe, culture, environnement, entre autres) pour aider à renforcer les relations avec les membres des partis nationaux.

Organiser des mobilisations et des campagnes annuelles européennes auxquelles toutes les composantes du PGE contribuent de manière significative.

Coordonner les initiatives politiques et le programme d'action du PGE avec l'agenda de ses partis membres nationaux.

Réunions en face à face au moins une fois par an.

Plus grande participation des partis observateurs.

Évaluation annuelle, par le biais d'un court questionnaire, des initiatives prises au cours de l'année précédente.

Présence du PGE aux festivals des partis

La présence du PGE dans les festivals est très importante et elle est évaluée positivement.

Penser à organiser un festival du PGE, qui se tiendrait à tour de rôle dans les différents pays européens.

Renforcer la co-organisation de débats entre les partis locaux et le PGE sur des questions clés.

Eviter le chevauchement des dates, afin que le PGE puisse être présent et donner une dimension européenne à chaque festival.

Le PGE a représentation politique dans beaucoup de parlements nationaux et aussi au Parlement Européen. Nous avons besoin de nous bénéficier de cette représentation pour accroître notre visibilité politique. C'est important de promouvoir le travail des élus sauf s'il y a des contradictions avec les politiques décidées au PGE.

2. Campagnes

La participation du PGE aux luttes et campagnes déjà en place au niveau européen continue d'être un point important, mais la plupart des partis qui ont répondu au questionnaire conviennent que le PGE devrait être davantage impliqué dans les luttes et les campagnes de ses partis membres au niveau national. Cela pourrait non seulement enrichir les campagnes, mais aussi renforcer le rôle et la visibilité du PGE. Les campagnes devraient être choisies pour chaque parti à mettre en œuvre dans son pays, reconnaissant ainsi l'importance de la coordination et de la participation des partis nationaux à la planification du programme de campagne du PGE. Pour leur part, les partis doivent s'engager à mieux mettre en œuvre les campagnes du PGE au niveau national, en les renforçant par des actions au Parlement Européen et dans les parlements nationaux. Il est proposé également d'organiser des rencontres bilatérales entre deux congrès pour discuter des questions européennes avec les parties et voir avec elles comment les intégrer dans leur propre programme d'action. Selon un membre, il est très difficile d'avoir un impact au niveau paneuropéen parce que les partis membres se concentrent principalement sur le niveau national. Pour cette raison, il est conseillé de se concentrer davantage sur la manière de soutenir les partis eux-mêmes. Un parti conseille de proposer une campagne annuelle conjointe réunissant tous les partis.

Suggestion de campagnes pour 2023 (+ combien de partis les ont proposées)

Modèles mondiaux de paix et de sécurité collective (5)	2% du PIB des pays membres de l'UE à la culture (1)
Crise énergétique et climatique (3)	La démocratie dans l'UE, dénonçant le rôle des lobbies sur les politiques communautaires (1)
Défense des services publics (2)	Anti-austérité (1)
Politiques expansionnistes de l'OTAN et des États-Unis (2)	Politiques discriminatoires à l'égard des minorités et des réfugiés (1)
Antifascisme et droits de femmes (3)	Droit au logement (1)

Conférence No Pasarán: le bilan global est très positif. La montée de l'extrême droite est toujours en cours et pourtant elle devrait continuer à être une priorité pour le PGE car elle fait partie de ce concept plus large de plaidoyer pour la paix. Il est essentiel de continuer à dialoguer avec les mouvements populaires sur ce thème et

de comprendre l'importance politique de l'unité de la gauche pour défendre les valeurs démocratiques, les droits de l'homme et vaincre l'extrême droite électorale-ment, en prenant par exemple l'alliance entre le PCF et La France Insoumise.

Renforcer les liens entre les mouvements antifascistes et les mouvements sociaux qui se mobilisent contre les politiques néolibérales.

Développer des réponses aux défis qui affectent la classe ouvrière.

Étendre l'organisation de No Pasarán à d'autres forces vertes et progressistes (comme pour le Forum Européen).

Messages politiques: deux parties affirment l'importance de définir des positions claires, radicales et avant-gardistes sur des questions cruciales, telles que la guerre, le rôle de l'OTAN, l'État-providence, la crise salariale et la transition énergétique. Compte tenu des positions différentes des partis membres, un parti suggère que cette clarté soit obtenue en remettant en question le fonctionnement même du PGE : privilégier la majorité qualifiée et pas seulement par consensus, du moins sur certains points cruciaux. Pour que le PGE devienne un membre actif de la lutte la plus cruciale de notre temps, il doit être capable de mener des luttes sur tout le continent, tout en se concentrant sur des questions spécifiques (en prenant l'exemple de la Gauche au PE) et en surmontant les incohérences entre les besoins réels de notre temps et la réalité interne du parti. Un parti soulève la question de la communication externe du PGE, qui semble encore être un point faible.

Domaines à améliorer :

Lutte contre l'extrême droite	Crise climatique
Guerre et rôle de l'OTAN	Crise économique
Crise énergétique	Déficit démocratique
Droits des femmes	

Renforcer les liens entre les mouvements antifascistes et les mouvements sociaux qui se mobilisent contre les politiques néolibérales.

Développer des réponses aux défis qui touchent la classe ouvrière.

Elargir l'organisation de No Pasarán à d'autres forces vertes et progressistes (comme pour le Forum européen).

Focus on crosscutting topics, relevant for all the EU Countries to ensure engagement of national parties.

Évaluation annuelle, par le biais d'un court questionnaire, des initiatives prises au cours de l'année précédente.

3. Relations extérieures : améliorer l'impact politique du PGE

Relations avec la Gauche au Parlement Européen: la plupart des partis considèrent comme une priorité clé pour le PGE de renforcer les relations et la coopération avec la Gauche eu PE. Une telle coordination implique de donner une plus grande visibilité au travail effectué par le groupe au sein du PE, en particulier par les députés européens élus parmi les partis membres du PGE. De nombreux partis du PGE ont des eurodéputés et le PGE pourrait aider à communiquer leur activité politique tout en s'associant à leur message. Il est de la plus haute importance de combler le fossé entre les deux entités, tout en respectant l'espace et les responsabilités de chacun.

Entamer des contacts plus étroits pour avoir la capacité d'analyser et de mieux influencer les décisions prises au niveau politique européen, en réalisant des études et des recherches.

Collaboration avec Transform!europe: toutes les parties ont jugé la collaboration extrêmement positive. Il faut continuer dans ce sens-là.

Créer un groupe informel pour le partage d'informations entre PGE, transform! et la Gauche au PE.

Relations avec les mouvements sociaux, les ONG et les syndicats: l'expansion et la consolidation des relations ne devraient pas s'arrêter aux seuls partis politiques, mais devraient également inclure les mouvements sociaux, les organisations de migrants / réfugiés, les syndicats et les ONG travaillant sur les thèmes de la paix, de l'environnement, des questions sociales, de la santé, etc.

Les liens de la PGE avec les mouvements sociaux et les syndicats sont positifs mais peuvent être améliorés. Bien que le PGE ait des liens avec des mouvements plus traditionnels, il semble encore difficile d'aborder les nouveaux mouvements. Le PGE joue un rôle utile dans le mouvement européen pour la paix car il fournit un soutien financier aux événements, mais son impact politique semble encore limité à l'engagement des membres individuels du PGE impliqués dans le mouvement.

Identifier et créer une grande base de données des mouvements sociaux, des syndicats, des ONG en Europe, à partager avec les partis membres.

Identifier les partenariats clés dans chaque pays pour établir des contacts réguliers.

Mettre en avant le Forum Européen et organiser des rencontres avec des socialistes européens, des groupes progressistes, des ONG travaillant dans les droits de l'homme, le féminisme et l'écologie.

Le Forum Européen: largement considéré comme un espace politique de la plus haute importance, le Forum devrait se poursuivre et se renforcer tout au long de l'année, avec des campagnes conjointes qui mettent en œuvre les engagements pris à la fin de chaque édition du Forum, tels que le lutter contre l'extrême droite, l'éner-

gie en tant que bien public, la défense des droits des travailleu.r.se.s et l'égalité et la paix dans la vie des femmes. Le format présentiel de l'édition 2022, la richesse du programme et la présence accrue des syndicats et organisations féministes à niveau européens et mondial ont été très bien accueillis.

Impliquer davantage les autres familles politiques, tant dans la phase d'organisation que dans la participation.

Votez plus d'espace pour débattre. Plus précisément, l'Assemblée féministe a demandé une plus grande disponibilité du temps. En effet, l'avènement de la droite et de l'extrême droite en Europe et la crise dérivée de la guerre, augmentent la vulnérabilité des femmes et demandent une réflexion sur les stratégies pour éviter les reculs et continuer à avancer dans l'acquisition de leurs droits.

Essayer de transformer des réflexions communes en initiatives et luttes. A titre d'exemple, le PGE doit faire sienne l'initiative de convoquer une rencontre féministe à Rome pour le mois de février 2023 qui devrait servir de levier vers un 8 mars combatif.

Renforcer les synergies avant les élections européennes de 2024.

Planifiez bien à l'avance, afin d'avoir un programme complet 6 mois avant.

Élargissement: l'élargissement du PGE est considéré comme une priorité politique clé et essentielle, afin de rassembler autant que possible les forces de gauche et progressistes de l'UE et au-delà. La somme des très petits groupes est positive car ceux-ci peuvent bénéficier d'un soutien plus important, mais nous ne parviendrons peut-être pas à des changements significatifs en Europe. Deux partis suggèrent la nécessité d'établir une communication avec, et de proposer des campagnes communes à, des partis plus grands et plus forts avec lesquels le PGE n'a toujours pas de relations, ainsi qu'à des formations de gauche prospères comme en Pologne, en Croatie et dans les Balkans. Cela augmenterait l'efficacité politique du PGE et aurait un impact plus significatif dans son travail collectif. Un PGE plus actif et plus visible, avec un fonctionnement flexible, pourrait attirer davantage d'autres forces politiques. Néanmoins, le parti, depuis le dernier congrès du 2019, a pu maintenir et approfondir ses relations avec d'autres forces au point d'élargir ses rangs (Partis membres : Radnička fronta, Croatia ; Partis observateurs : La France Insoumise et Gauche Républicaine et Socialiste - France ; Partenaires : Socialistes pour l'Indépendance - Scotland ; Links - Autriche ; Solidarnost - Serbia. Les deux derniers sont à confirmer lors de la réunion des Présidents du 30 novembre 2022). Les relations renforcées établies avec le Sinn Fein sont considérées comme très positives.

La Commission Élargissement devrait être élargi et plus conscient de la sensibilité des relations avec les forces politiques qui se trouvent sur les mêmes territoires que les autres forces constitutives du PGE, avec lesquelles elles ont souvent des différences pratiques et théoriques.

Décider à l'avance et collectivement quels partis approcher.

4. *Relations internationales*

L'activité et les relations internationales sont une caractéristique et qualité importantes du PGE, qui ont été consolidées au fil des ans et doivent être poursuivies et renforcées. L'activité est très large et positive, en particulier en Amérique latine, au Maghreb et dans la région Méditerranéenne. Dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord, essayer de se concentrer sur les mouvements politiques émergents. Néanmoins, les relations internationales sont encore déséquilibrées et sans planification stratégique multidimensionnelle.

Les espaces politiques internationaux: Visiones Compartidas (en coopération avec le Foro de Sao Paulo) et la Conférence de la Méditerranée sont très importants car, comme le Forum Européen, ils représentent un espace de dialogue avec la gauche du monde entier. Il serait important d'étendre ce type d'espace de dialogue à d'autres continents (Afrique, Asie, Amérique du Nord), avec des conférences spécifiques pour ces régions.

Commission Internationale: la grande majorité des partis considèrent qu'il s'agit d'une excellente innovation du dernier Congrès et qu'elle représente un organe très important du PGE. Son travail a été apprécié et il devrait continuer par la suite, soit à l'interne pour soutenir les GT, soit à l'extérieur pour construire des relations avec les forces de gauche, progressistes et non alignées (notamment en dehors de la sphère de Poutine et de la subordination de l'OTAN). Un parti propose que la Commission réalise de nouvelles études et analyses sur les politiques expansionnistes des États-Unis et de l'OTAN.

5. *Fonctionnement des groupes de travail/réseaux:*

Les répondants sont membres des GT/Réseaux suivants : Amérique latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Asie, Services publics, Education, Réseau Culture.

Le fonctionnement des GT risque d'être déséquilibré car il est lié aux choix politiques et stratégiques des partis membres. Il est nécessaire de prendre des mesures correctives, d'améliorer leur présence et de l'aligner sur les priorités et la stratégie globale du PGE. Améliorer la communication et les échanges entre les groupes, et entre les groupes et le Bureau Exécutif. Une section jeunesse pourrait être créée, ce qui serait très important pour pouvoir s'organiser et grandir du côté des jeunes. Il donne également accès à la possibilité de financer les activités via les institutions européennes.

Réunion des coordinateurs: pour la majorité des répondants, un effet concret sur le fonctionnement des GT n'a pas été ressenti ou ils n'en étaient pas conscients. Néanmoins, nombreuses réponses ont indiqué qu'il s'agissait d'une bonne décision et qu'il serait utile pour améliorer les synergies entre les groupes sur les questions transversales. De plus, cela nous a permis d'en apprendre davantage sur une partie de l'acti-

té politique des GT, qui n'est pas très visible ailleurs. Cependant, . Pour une partie, les réunions ont d'abord permis une meilleure coordination des travaux et des lignes directrices et des informations plus larges. La coordination et l'échange d'informations ont rendu les discussions et les travaux des groupes plus complets et harmonieux.

Représentation des parties dans les GT: GT géographiques => entre 5 et 8 Partis par GT, avec environ 14 Partis/organisations composant le Groupe élargi de Coordination de la Conférence de la Méditerranée. GT thématiques => entre 6 et 10 partis par GT.

Focus des GT: pour les GT thématiques (par exemple, éducation et services publics), les questions théoriques et politiques doivent aller de pair. Il est proposé que le GT adopte des positions politiques fondées sur des études spécifiquement réalisées à cette fin et encourage le partage d'expériences et de bonnes pratiques dans tous les pays de l'UE. Dans le cas des services publics, il n'est pas facile de réduire le champ d'action politique, mais il est possible de s'améliorer en se concentrant plus continuellement sur certaines questions centrales et utiles pour toutes les parties, de prendre après des décisions consensuelles et d'en assurer le suivi. Pour les GT géographiques, il était nécessaire de restreindre le champ d'action dans certains débats et travaux. Par exemple, dans le GT sur le Moyen-Orient, la Palestine était une priorité élevée. Il serait utile d'améliorer la coordination entre les GT couvrant différentes zones géographiques.

Evaluation des GT géographiques: le GT Amérique Latine et Moyen-Orient ont reçu une note moyenne très positive (très bon/excellent pour AmLat et très bon pour MO). Le travail des GT Afrique et Amérique du Nord est considéré comme bon. Le GT Asie doit être renforcé.

Proposition visant à renforcer le travail international du PGE par le biais des GT géographiques :

Construire un plan de développement précis et articulé parmi les cinq GT.

Se concentrer sur les questions de la paix et de la crise climatique et environnementale car elles affectent des millions de personnes et conduisent à des migrations massives.

Augmenter le nombre de réunions où tous les GT sont présents.

Recevoir occasionnellement des comptes-rendus d'autres GT.

Entamer des dialogues plus forts avec les forces locales de gauche, en renforçant la coopération grâce à davantage de visites sur le terrain et à l'organisation de séminaires/débats.

Se concentrer sur des sujets plus spécifiques.

Le groupe de travail féministe est plus qu'un groupe de travail :

Malgré les efforts déployés pour mettre en place et faire fonctionner le GT, la participation des membres du parti a été rare. Le féminisme est un pilier idéologique du Parti de la Gauche Européenne et doit intégrer toutes ses stratégies et actions politiques. Il est donc incompréhensible que le groupe de travail sur les femmes soit isolé au quotidien. La coordinatrice du groupe des femmes devrait être une invitée permanente des réunions du Bureau exécutif, pour proposer des campagnes féministes ou ayant une perspective de genre et encourager le transfert de cette perspective dans les débats qui émanent du Bureau exécutif.

Suggestions pour améliorer le fonctionnement des GT:

Faire participer plus d'un membre par parti afin d'accroître la synergie au niveau national et de veiller à ce qu'ils se réunissent plus souvent.

Développer des projets transnationaux concrets (qui pourraient également aider à disposer de plus de ressources humaines s'ils sont soutenus par différents programmes de l'UE), afin de renforcer l'effet de réseau et une meilleure connaissance de la réalité.

Veiller à ce que le plus grand nombre possible de parties participent aux GT.

Organiser des réunions plus longues et en présentiel, sous forme de petites conférences, après quoi élaborer des positions politiques communes suivies de stratégies de communication. Ils sont nécessaires :

- *Agendas thématiques concrets et ciblés;*
- *Un thème spécifique analysé par pays/région;*
- *Participation d'experts externes.*

Ne pas se concentrer sur le niveau national ainsi que sur les questions qui ne font pas l'objet d'un consensus au sein du PGE.

Faciliter les contacts avec les parlementaires et d'autres personnalités.

Soutenir la réalisation de synergies avec d'autres groupes.

Coopération dans l'organisation d'événements.

Plus d'informations et de témoignages du terrain et accès à des données fiables.

Une formation continue est nécessaire parmi les activités des GT.

Comment augmenter la participation:

Amplifier le rôle des coordinateurs afin qu'ils deviennent plus autonomes. Pour cela, nous avons besoin de coordinateurs disponibles et engagés.

Resserrer les relations avec certaines ONG.

Mettre l'accent sur les initiatives et les relations qui renforcent et qualifient le PGE.

Évaluer la disponibilité des membres du GT avant de convoquer une réunion.

Combiner des réunions en ligne et en personne.

Mieux faire connaître au sein du PGE l'existence et le travail des GT.

6. Le PGE en vue des élections européennes

Il est largement admis parmi les partis que les élections européennes sont fortement influencées par le contexte national. Par conséquent, avant tout, le PGE devrait soutenir les partis membres avec des initiatives qui mettent en évidence le travail accompli ensemble et montrent ainsi comment on est capable d'apporter des changements et de présenter des propositions communes dans et pour différents pays. Il serait donc nécessaire de se coordonner, au sein d'une plate-forme commune de positions politiques, afin de convenir d'une stratégie et d'un programme communs, centrés sur 2/3 de questions concrètes, en étroite coordination avec la Gauche au PE. Créer un logo qui sera adopté par tous les partis membres.

7. Communication

Communication externe: la communication externe est, en général, améliorée. Toutefois, elle a besoin de nouvelles améliorations qui doivent aller de pair avec le renforcement de la stratégie politique. La rapidité et l'accessibilité devraient être encore renforcées par l'établissement de liens avec les services de communication des partis nationaux, ainsi que par le soutien à l'échange de relations entre les journaux et les médias activistes directement ou indirectement liés aux partis membres. Il est important de mettre en avant ce que nous avons en termes de médias dans les différents pays, de créer des moments de rencontre et de débat public, de rechercher des formes de soutien financier à l'édition, par exemple avec la traduction d'articles et en suivant le projet Transform!europe « Alliance des médias ». Les partis devraient jouer un rôle important dans la diffusion, au niveau national, des actions et campagnes du PGE. Valoriser l'action extérieure et moins l'action bureaucratique.

Médias sociaux: Le fonctionnement des réseaux sociaux du PGE peut être élargi et amélioré et des messages politiques puissants peuvent être diffusés plus fréquemment, mais la question est également de savoir comment atteindre davantage de personnes et d'organisations qui seraient réceptives et intéressées par le travail du PGE. Dans l'ensemble, l'engagement et les visuels devraient être améliorés avec une

approche plus moderne, en particulier en ce qui concerne les canaux de médias sociaux, car ils sont le principal moyen d'atteindre le grand public et les jeunes.

Site Web: il devrait être nourri plus souvent. L'amélioration du site Web aiderait l'ensemble du paquet de médias sociaux, car cela permettrait des liens vers des articles, des activités, etc.

Le site devrait inclure un espace où vous pouvez trouver toutes les informations des différents partis, y compris les principaux documents, les visuels de leurs campagnes. Le PGE pourrait allouer une partie du budget à la traduction de ces documents.

Publier des articles plus fréquents et opportuns.

Réactiver le GT Communication et établir une coordination entre les gestionnaires des réseaux sociaux et des plateformes électroniques des partis membres nationaux.

Expérimenter avec un forum de discussion sur le site.

Communication interne et newsletter: Les listes de diffusion fonctionnent bien. Quant au bulletin, c'est une initiative très positive et nécessaire, mais les partis nous disent que le calendrier n'est pas bien choisi parce que souvent les événements ont déjà eu lieu.

Le bulletin devrait être disponible sur le site Web, peut-être sous la forme d'articles individuels magnifiquement illustrés ainsi que d'un lien pouvant être partagé.

Être présent sur plus de plateformes que les gens utilisent quotidiennement, pour recevoir des informations sur leur téléphone mobile via des canaux spécifiques.

Impliquer davantage les partis membres dans la diffusion nationale.

Suggestions pour mieux diffuser les événements du PGE au niveau national:

Mettre à jour le site Web avec des informations sur les activités et les campagnes des partis membres.

Fournir des informations plus rapides sur les événements et des méthodes d'inscription moins obsolètes.

Développer des visuels plus modernes et une communication plus engagée.

Une communication étroite entre le PGE et les bureaux de presse/événements nationaux sur les différents enjeux, et pas seulement dans les capitales des États.

Les partis membres doivent informer leurs propres membres dans leur propre langue.

EL magazine Quistioni: la coopération avec la presse des partis membres est très utile et positive et il devrait y avoir un engagement à la diffuser et à l'enrichir. Pour certains partis, il n'est pas possible de le faire parce que les membres ne connaissent pas de langues étrangères ou parce qu'il n'est pas facile de le trouver sur le site web. Il pourrait inclure des pages d'information des partis membres et des mouvements de résistance mondiaux.

8. Rôle des organes dirigeants

Présidence, Conseil des présidents, Bureau Exécutif, Secrétariat Politique:

en général, le travail du Bureau Exécutif est évalué positivement parce qu'il a pu aborder les sujets les plus importants, cependant, il y a très peu de place pour le développement et le débat. Bien qu'il soit souvent perçu comme lent et lourd, il s'agit d'un organe qui représente à juste titre tous les membres et il est essentiel pour assurer la transparence et la représentation des partis au sein du PGE. En ce qui concerne la possibilité pour les membres du Bureau Exécutif de rejoindre les GT : il faut s'assurer qu'ils sont conscients de cette possibilité et qu'ils s'impliquent davantage dans les travaux des GT. Il devrait donc y avoir une directive sérieuse de délégation de responsabilités à tous les membres du Bureau Exécutif du PGE.

Un parti souligne que le PGE, qui reste un parti qui s'appuie principalement sur ses instances dirigeantes, risque de manquer de relais avec la base des partis.

Le Conseil des Présidents, qui n'est pas vraiment une réunion des chefs de parti, devrait avoir une date annuelle fixe et être préparé longtemps à l'avance, afin de garantir la présence des chefs de parti et de devenir ce qu'il est censé être.

Le Bureau Exécutif pourrait-il se réunir un jour de plus sur un sujet d'étude spécifique, une occasion de former des groupes de gestion de manière homogène ?

Les membres du Bureau Exécutif devraient assumer des responsabilités spécifiques.

Tâches spécifiques du Secrétariat politique et de la Vice-présidence : de nombreux partis qui ont répondu au questionnaire ne connaissent pas ou ne connaissent pas suffisamment les différentes tâches des membres du Secrétariat politique. En ce qui concerne les GT, les répondants conviennent que le Secrétariat met tout en œuvre pour assurer le bon fonctionnement des GT et qu'il est considéré par toutes les parties comme un soutien très utile. Cela a permis de se sentir plus ancré au parti et de sentir la considération du travail accompli.

Les initiatives prises par le Secrétariat devraient être portées à l'attention du Bureau Exécutif et des GT.

Plutôt que de modifier les responsabilités, la question devrait être de savoir comment ces responsabilités et fonctions peuvent être exercées plus rapidement et plus efficacement.

9. Gestion du budget annuel du PGE

Sous-groupe Calendrier (élu parmi le Secrétariat): le sous-groupe, désigné pour s'occuper des événements des partis, a mis au point des méthodes satisfaisantes et est considéré comme très utile.

Clarifier a priori les critères de cofinancement, non seulement en ce qui concerne le budget, mais aussi le caractère européen des initiatives.

Compte tenu de la difficulté et de la complexité entre l'évaluation des propositions d'événements soumises par les partis et leur comparaison avec le budget disponible, il devrait y avoir des règles plus strictes pour le processus de soumission et des priorités claires pour les questions auxquelles le PGE contribuera financièrement, car le montant disponible est limité.

Rôle des trésoriers: les contributions des trésoriers des différents partis sont très importantes et, pour la plupart des intervenants, il serait utile et important de les impliquer le plus souvent possible. Néanmoins, comme l'a mentionné un parti, la répartition du budget est une décision politique et, pourtant, la décision finale doit être prise par les organes politiques du PGE. La répartition au-delà des dépenses centrales devrait être discutée stratégiquement après la présentation des propositions par les partis, en évitant les doubles emplois dans les initiatives et en renforçant les messages politiques communs.

Revoir les budgets des grands événements tels que l'Université d'été et les adapter à la réalité locale.

Les organiser à l'avance pour réduire les coûts.

Réfléchir aux langues de travail du PGE et aux dépenses élevées consacrées à l'interprétation.

GT des trésoriers: La majorité a fait une évaluation très positive du GT des trésoriers ainsi que des rapports réguliers. Un parti nous dit de ne pas être mis au courant de l'existence de ce GT.

10. Bureau de Bruxelles

La plupart des réponses indiquent que le bureau de Bruxelles effectue un travail indispensable, en soutenant de manière adéquate et efficace les GT et les activités du PGE en général, bien que la plupart des partis conviennent qu'il y a une surcharge de travail pour le personnel. Pour certains répondants, le soutien du bureau de Bruxelles est aussi bon que possible, car il va souvent au-delà de ses ressources. Un parti suggère que, si les ressources humaines restent inchangées, la meilleure chose à faire est de réduire le nombre de GT.

Plus de personnel, mais aussi moins de séparation entre les différents GT.

Nommer un responsable politique chargé de coordonner le bureau.

Allocation d'un pourcentage du budget pour assurer de bonnes conditions de travail.

Répartition des tâches en collaboration avec le Secrétariat politique.

Gardez la même personne de référence pour un GT, qui devrait se sentir comme un membre actif.

S'assurer de fournir aux membres des GT 2-3 options avant de planifier des réunions.

Appui à l'organisation de la Conférence de la Méditerranée.

11. Équilibre entre les réunions en ligne et les réunions en présentiel

Tous les intervenants s'accordent sur la meilleure qualité de travail et d'échanges politiques lors de réunions en présentiel. Néanmoins, tout le monde mentionne les avantages d'avoir des réunions en ligne (prix des déplacements, économies de temps et d'argent, etc.). La plupart des parties qui ont répondu à la question ont convenu qu'un équilibre est nécessaire : les réunions des instances dirigeantes devraient se tenir en présentiel, tandis que les réunions des GT peuvent se tenir en ligne. Un seul parti, qui a une politique d'interdiction de vol pour aider à faire face à l'urgence climatique, demande que l'option hybride soit toujours fournie..

Un parti suggère d'améliorer la méthodologie de l'enquête sur l'évaluation et l'évolution en y ajoutant davantage de questions fermées (avec options) afin de faciliter une analyse plus objective des réponses. Un mélange de questions fermées et ouvertes (complémentaires) pourrait rendre l'analyse et les résultats plus comparables - également en termes d'évolution.

MOTIONS ADOPTÉES

MOTIONS

Adoptées par vote lors du 7ème Congrès du Parti de la Gauche Européenne (2022)

- Motion La directive 2001/55/CE doit être appliquée pour chaque être humain
- *Rifondazione Comunista*
- Motion Libérer Julian Assange - *Die Linke*
- Motion Les droits de l'être humain ne sont pas négociables ! - *Die Linke*
- Motion Sur la situation en Irlande- *Bureau Exécutif du PGE*
- Motion Lutter contre l'extrême droite : construire et renforcer le mouvement
- *GT Combattre l'extrême droite*
- Motion L'Amérique latine est toujours en conflit - *GT Amérique Latine et Caraïbes*
- Motion La priorité programmatique concernant le droit au logement
- *Réseau Logement*
- Motion Solidarité avec le peuple de Chypre - *AKEL, YKP & BKP*
- Motion En solidarité avec le peuple Sahraoui - *EuiA*
- Motion Un séminaire sur les actions réelles pour résoudre la crise climatique et environnementale est nécessaire - *SKP*
- Motion Sur l'Uranium - *Rifondazione Comunista*
- Motion Une voie vers l'élection du Parlement européen - *Die Linke*
- Motion Soutenir la République de Cuba dans la lutte pour la levée du blocus et des sanctions des Etats-Unis - *Die Linke*
- Motion Politique industrielle - *Die Linke*
- Motion Création d'un observatoire européen des services publics - *Maite Mola*
- Motion 20 ans de marche ensemble - *Transform!europe*
- Motion Réseau des Jeunes (ELYN) - *Réseau des Jeunes*
- Motion Pour un pôle européen de recherche publique pour briser l'oligopole pharmaceutique - *Rifondazione Comunista*
- Motion Combattre la pédocriminalité, les violences sexistes et sexuelles
- *Commission féministe du PCF*
- Motion Sur la situation internationale - *Maite Mola*
- Motion Solidarité avec le peuple palestinien - *GT Moyen-Orient*
- Motion Solidarité avec le peuple Kurde - *Rifondazione Comunista et Syriza - Alliance Progressiste*
- Motion Iran - *Commission des motions*
- Motion Culture - *Jean-Pierre Michiels*
- Motion Arrêter la guerre : cessez le feu maintenant ! - *Rifondazione Communist*

Motion - La directive 2001/55/CE doit être appliquée pour chaque être humain

(à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'être humain, le 10 décembre 2022)

Proposée par Rifondazione Comunista

Considérant que le 2 mars 2022, le Conseil de l'Union européenne, sur proposition de la Commission, a constaté l'existence d'un afflux massif de réfugiés en provenance d'Ukraine.

Considérant que, comme le prévoit l'article 5 de la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001, qui a pour effet d'instaurer une protection temporaire, le Conseil a estimé que celle-ci devait être appliquée à tout citoyen ukrainien qui en fait la demande.

Considérant que jusqu'alors ces directives n'avaient jamais été appliquées, alors qu'il y avait d'énormes crises humanitaires avec des arrivées de réfugiés et de demandeurs d'asile en Europe.

Considérant qu'il existe de nombreuses zones de conflit qui continuent à provoquer la fuite de personnes et surtout de personnes vulnérables.

Nous, représentants des partis participant au 7ème Congrès du Parti de la Gauche Européenne (PGE) à Vienne, Autriche, du 9 au 11 décembre 2022, nous engageons à nous mobiliser, dans chacun des Etats membres et avec chacun des partis qui le composent, pour que la directive 2001/55/CE soit appliquée de manière équitable pour tout être humain fuyant l'invasion, la persécution et la dictature.

En effet, l'application correcte de la directive est un premier outil précieux pour sauver des vies en les soustrayant aux trafiquants, pour garantir des voies d'accès sûres et pour engager tous les États membres à offrir accueil et refuge.

Ce ne peut être l'origine, la couleur de la peau, la culture d'origine qui détermine si l'on a accès ou non aux garanties offertes par l'Union européenne.

Il ne peut y avoir des réfugiés à accueillir et des réfugiés à rejeter.

Motion - Free Julian Assange

(à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'être humain, le 10 décembre 2022)

Proposée par **Die Linke**

Le Parti de la Gauche Européenne demande la libération immédiate du journaliste et fondateur de Wikileaks Julian Assange et la prévention de son extradition vers les États-Unis.

S'il est extradé vers les États-Unis, Assange devra répondre de 18 chefs d'accusation en vertu de la loi sur l'espionnage de 1917 et d'une peine potentielle de 175 ans de prison pour des "crimes" qui comprennent de grands articles de journalisme pertinents pour toute la société puisqu'ils disent la vérité sur la guerre, comme les journaux de bord de la guerre en Irak, les journaux de bord de la guerre en Afghanistan, le Cablegate et la vidéo sur les meurtres collatéraux.

L'affaire Assange est l'une des plus importantes affaires de liberté de la presse de cette génération. Ses implications pour les libertés civiles et les droits fondamentaux sont graves et d'une grande portée.

C'est avec espoir que nous observons des voix et des initiatives du monde entier appelant à la libération de Julian et condamnant le traitement qui lui est réservé en prison. Le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Nils Melzer, a indiqué qu'Assange présentait "tous les symptômes typiques des victimes de torture psychologique prolongée". Il poursuit : "Cette affaire est un énorme scandale et représente l'échec de l'État de droit occidental. Si Julian Assange est condamné, ce sera une condamnation à mort pour la liberté de la presse."

Nous saluons les initiatives récentes, comme :

- La nomination de Julian Assange parmi les finalistes du Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit du Parlement Européen.
- "Publier n'est pas un crime" par de grands groupes de médias (The New York Times, The Guardian, Le Monde, Der Spiegel, El País) appelant l'administration du Président Joe Biden à abandonner les charges.
- Les chefs d'État latino-américains Petro et Lula montrant leur engagement et leur soutien en faveur de la liberté de Julian Assange.

Les partis membres, observateurs et partenaires de la Gauche européenne continueront à soulever la question dans leurs pays respectifs en :

- Organisant des événements, des rassemblements, accueillant des projections de films (à confirmer) d'"Ithaka", un documentaire puissant qui suit la campagne pour libérer Assange avant la procédure d'extradition.
- Tentant d'exercer une pression sur les parlementaires et les gouvernements.

#AssangeCase #FreeAssange #JulianAssange

Motion - Les droits de l'être humain ne sont pas négociables ! Le Parti de la Gauche Européenne est solidaire des réfugié(e)s !

(à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'être humain, le 10 décembre 2022)

Proposée par Die Linke

Le 10 décembre, les gens du monde entier célèbrent la Journée internationale des droits de l'homme. Cette journée est un rappel des principes qui devraient régir à la fois notre politique et notre vie quotidienne. En ces temps d'agitation et de perturbations mondiales, le droit de chacun de choisir son lieu de résidence, l'égalité et la non-discrimination sont plus importants que jamais. Les conventions européennes des droits de l'homme énoncent ces principes et proposent des lignes directrices à la Cour européenne des droits de l'homme, qui est chargée de faire respecter ces derniers.

Actuellement, de nombreuses personnes doivent quitter leur habitat et fuir vers d'autres pays par peur des persécutions et de leurs moyens de subsistance. Depuis 2014, plus de 25 000 personnes se sont noyées dans la mer Méditerranée. Chacun de ces nombres représente une personne, avec un nom, une famille et l'espoir d'un avenir meilleur en Europe.

L'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex viole les droits humains fondamentaux depuis des années. Nous condamnons l'implication de l'agence dans les refoulements illégaux et sa dissimulation, et nous prenons au sérieux les accusations de mauvaise conduite et d'irrégularités.

Les pays européens en particulier ont la responsabilité de garantir aux réfugiés un nouveau départ, qu'ils cherchent refuge pour des raisons politiques, économiques ou autres. Nous défendons les droits de l'homme - et toutes les personnes qui ont été victimes des violations des droits de l'homme commises par Frontex.

L'un des exemples effrayants actuellement sous les projecteurs est celui du Qatar. Depuis que le Qatar a obtenu les droits d'organisation de la Coupe du monde de la FIFA 2022 en 2010, il est un exemple de la corruption du système de la FIFA. De nombreux migrants vivent et travaillent au Qatar, la plupart originaires d'Asie du Sud, et des violations des droits de l'homme peuvent être observées dans leur vie quotidienne - en particulier pendant les préparatifs de la Coupe du monde. Le nombre de décès sur les chantiers de construction de la Coupe du monde de football au Qatar est extrêmement élevé, les estimations sont d'au moins 6500 morts. Cet événement était censé être une célébration du rassemblement du monde autour du sport. En réalité, il nous a montré la violation des droits des travailleurs migrants, ainsi que la discrimination à l'égard des femmes et de la communauté LGBTIQ* dans le pays hôte.

Pour la Gauche européenne, les droits de l'homme ne sont pas négociables - ni sur les bateaux qui traversent la Méditerranée, ni dans les bois à la frontière biélorusse-polonaise, ni sur les chantiers au Qatar. Nous sommes solidaires de tous ceux dont les droits humains fondamentaux sont attaqués, que ce soit par des régimes frontaliers ou des conditions de travail d'exploitations et nocives !

Motion - Sur la situation en Irlande

De la part du Bureau Exécutif du PGE

Ce 7ème Congrès du Parti de la Gauche Européenne (PGE) reconnaît :

Que le peuple irlandais a le droit à l'autodétermination ;

Que la Brexit a été un catalyseur du changement constitutionnel en Irlande, les sondages d'opinion successifs soulignant le soutien croissant à l'unité irlandaise ;

Qu'un nombre croissant de citoyens à travers l'île d'Irlande, d'origines diverses et variées, acceptent que la partition a échoué ;

Que l'Accord du Vendredi Saint offre le moyen démocratique de réaliser l'unité irlandaise et de mettre fin à la partition de l'Irlande ;

Que le soutien à un référendum sur l'unité irlandaise s'accroît en Europe et plus largement ;

Que l'aspiration à une nouvelle démocratie constitutionnelle irlandaise, basée sur l'égalité, la justice sociale, les droits des citoyens et le respect de la diversité, est un objectif démocratique légitime.

Le PGE prend note :

Des initiatives récentes prises au sein de la société civile irlandaise qui ont élargi le débat sur le changement constitutionnel en Irlande ;

De la création de la "Commission sur l'avenir de l'Irlande" du Sinn Féin, qui est une initiative constructive destinée à encourager un débat plus large sur l'unité irlandaise.

Le PGE demande :

Au Gouvernement irlandais de convoquer et financer une Assemblée des citoyens-ennes de toutes les îles sur l'unité irlandaise, afin de planifier et de préparer le changement constitutionnel ;

Au Gouvernement irlandais d'utiliser ses ressources diplomatiques internationales pour obtenir une date pour un référendum sur l'unité ;

A toutes les forces politiques et civiques progressistes de soutenir le processus de changement constitutionnel et la réalisation de l'unité irlandaise à travers l'Europe et au sein du Parlement Européen;

Et nous promettons le soutien et les ressources du PGE à ces fins.

Motion - Lutter contre l'extrême droite : construire et renforcer le mouvement

*Proposée par le groupe de travail **Combattre l'extrême droite***

Le Congrès note qu'alors que le monde est confronté à des crises multiples - guerre, pandémie, catastrophe climatique et crise économique - les conditions sont réunies pour une forte poussée du soutien à l'extrême droite. Nous vivons dans un contexte où l'extrême droite est la "nouvelle normalité" de la droite dans le nord du monde, et également de plus en plus dans le sud du monde.

Le Congrès estime que le Parti de la Gauche Européenne doit renouveler et renforcer son engagement à vaincre l'extrême droite partout où elle émerge et sous toutes ses formes.

Le groupe de travail "Combattre l'extrême droite" estime qu'une partie de cet engagement passe par l'organisation de la conférence « No Pasaran ».

En mars 2022, une édition en présentiel de la conférence "No Pasaran" s'est tenue, une initiative du Parti de la Gauche Européenne et de la Fondation transform!europe. L'événement ayant lieu à Berlin, en Allemagne, et l'organisation a également compté avec la participation décisive de Die Linke.

Avec le Groupe de Travail du PGE Combattre l'Extrême Droite, nous faisons un bilan positif de la Conférence qui a réuni plus d'une centaine de militants sociaux, de l'antifascisme au féminisme, des droits des migrants à la communauté LGBTI+, du mouvement syndical aux mouvements antiracistes, des dirigeants de partis de gauche européens et latino-américains, et des universitaires qui étudient le phénomène de l'extrême droite de différents pays. Les plus de 10 panels ont permis un échange entre des personnes vivant dans les pays les plus divers d'Europe, de l'est et de l'ouest, du nord et du sud, sur la façon de caractériser la nouvelle extrême droite à laquelle nous sommes confrontés, quelles devraient être les tactiques pour les affronter.

Au vu de ce succès, ce Congrès soutient :

L'organisation biennale de la conférence « No Pasaran », la prochaine édition étant prévue en 2024 ;

En s'appuyant sur les liens déjà établis par les conférences « No Pasaran » à ce jour, pour étendre la portée politique et sociale du processus préparatoire de « No Pasaran », avec une approche inclusive des mouvements et des communautés.

Motion - L'Amérique latine est toujours en conflit

Proposée par le GT Amérique Latine et Caraïbes

Dans un monde où l'on assiste à une avancée significative des forces de droite et à une offensive globale contre les conditions de vie des populations, il est intéressant de suivre la situation de l'Amérique Latine et des Caraïbes en Europe.

Les événements qui se déroulent sur le continent nous parlent directement, notamment en ce qui concerne le conflit permanent entre une application stricte du projet néolibéral d'une part et les différents projets alternatifs populaires d'autre part. Dans certains cas, ces derniers envisagent une forme de "socialisme du 21ème siècle".

Depuis notre dernier Congrès, des changements importants sont intervenus dans la géographie politique de la région, avec une vague "progressiste" et de nouveaux gouvernements qui adoptent un éventail de politiques différentes, axées sur les réponses aux nouveaux défis. Mais tous ont pour objectifs centraux des améliorations sociales pour leurs populations, un renforcement de la coopération en Amérique Latine et une plus grande autonomie par rapport aux États-Unis.

En même temps, face à la crise climatique, ces nouveaux gouvernements peuvent mettre en œuvre de nouvelles politiques avec un effort concerté pour améliorer la situation de la région amazonienne.

Cependant, du point de vue du "progressisme", la situation est loin de se stabiliser. La stratégie et l'offensive impérialistes sont légèrement différentes du passé : jusqu'à présent, ce n'est pas celle des coups d'État militaires "à l'ancienne" du type Pinochet. Mis à part le cas de la Bolivie, la voie choisie a été celle des "coups d'État doux" par le biais de la "lawfare", des tentatives d'assassinat (contre Nicolás Maduro, Cristina Fernández), de l'utilisation massive du Big Data (pas seulement pour les élections), du renforcement des secteurs réactionnaires des églises, avec la réorganisation de l'extrême droite fasciste avec de nouvelles manières" et des modèles politiques, avec un certain soutien populaire. En outre, la droite se coordonne au niveau international avec une stratégie globale, et avec le soutien des fascistes européens.

Les blocus et les sanctions des États-Unis et de l'UE jouent un rôle de plus en plus important, depuis le blocus historique de Cuba et du Venezuela, jusqu'à leur utilisation politique contre un plus grand nombre de pays, tout en forçant l'ensemble de l'Occident à suivre leurs politiques.

La lutte contre les "mesures coercitives unilatérales" est l'une des priorités de l'agenda commun de la gauche européenne et latino-américaine.

Dans l'agenda néolibéral mondial, les "accords de libre-échange" poussés par l'Union européenne jouent également un rôle important dans la recolonisation de la région, avec des effets très néfastes sur les droits sociaux et l'environnement.

Le Parti de la Gauche Européenne (PGE) est un interlocuteur politique très recherché. Notre collaboration a pris diverses formes, avec des résultats intéressants : séminaires communs, invitations croisées d'orateurs lors d'événements, mobilisations sur les deux continents, et soutien des parlements aux batailles citoyennes contre les

accords de libre-échange de l'Union européenne (UE-Mexique, UE-Mercosur, UE-Amérique centrale, UE-Chili). En outre, le Parti de la Gauche Européenne était présent en tant qu'observateur électoral au Pérou, en Equateur, au Honduras, en Bolivie et en Colombie. Parallèlement à nos relations bilatérales (partis, syndicats, mouvements féministes et environnementaux, organisations de défense des droits de l'homme, etc.), le PGE a eu une relation privilégiée avec les forces du Forum de São Paulo, dans la défense de l'État démocratique et des conquêtes sociales, ainsi que dans la confrontation avec le fascisme et les coups d'État.

Pour les gouvernements progressistes d'Amérique Latine, il est très important de diversifier leurs relations internationales. La lutte pour la démocratie, la souveraineté des peuples, les droits humains et sociaux, le socialisme, sont des slogans encore en vigueur pour de nombreux pays d'Amérique Latine et d'Europe. Pour développer des relations constructives, les forces de gauche en Europe et en Amérique Latine doivent développer des partenariats plus larges et plus concrets.

Le Congrès du Parti de la Gauche Européenne s'engage à développer le plan d'action suivant :

Approfondir la bataille commune pour la paix sur les deux continents.

Unifier la campagne contre les blocus et les mesures coercitives unilatérales, pour le respect de la souveraineté des peuples.

Mettre en place des missions d'observation électorale, qui surveilleront également les processus électoraux après les élections, contre toute ingérence extérieure.

Organiser un séminaire et faire campagne contre les accords de libre-échange de l'UE avec l'Amérique latine.

Poursuivre le séminaire conjoint du Forum de São Paulo et du PGE sur les "Visions partagées".

Organiser des événements contre le lawfare en collaboration avec le Forum de São Paulo.

Développer des campagnes visant à la protection de l'Amazonie.

Participer aux réunions de l'organe EUROLAT des parlementaires des deux continents.

Organiser des manifestations à l'occasion du 50e anniversaire des coups d'État en Uruguay (juin) et au Chili (septembre).

Motion - La priorité programmatique concernant le droit au logement : politiques d'urgence et politiques structurelles

Proposée par le Réseau Logement

Depuis plus d'une décennie, l'Europe (sa classe ouvrière) connaît une grave crise du logement, aggravée par la pandémie, la guerre, les crises énergétiques et la montée en flèche des prix de l'immobilier. Au même temps, des millions de logements sont vacants. La crise du logement est une conséquence des politiques néolibérales de l'UE et de ses États membres : libéralisation et financiarisation du marché du logement, réduction des dépenses publiques, et en particulier des investissements dans le logement public. Les résultats sont : précarité accrue des conditions de logement, augmentation des expulsions, des saisies et du nombre de sans-abri, et gentrification des quartiers. Si les valeurs immobilières sont maintenues à ce niveau, aucun gouvernement ne pourra stabiliser le marché avec de maigres investissements publics. Nous manquons d'investissements publics indispensables.

Cette crise du logement met à nu les inégalités sociales, c'est un problème de masse et populaire. L'insécurité touche plus de 20% de la population totale en Europe : les habitants sont contraints de choisir entre payer leur loyer, leur hypothèque, leurs factures ou leur nourriture. Les classes populaires sont unifiées dans cette bataille, revendiquant le logement comme un droit social, contre les politiques basées sur le logement comme une marchandise et un actif financier. De plus, le parc immobilier urbain affecte considérablement l'environnement urbain - la régénération et la réduction de la consommation foncière sont une priorité pour la neutralité climatique.

Le PGE décide donc de se mobiliser (directement et par le biais d'alliances politiques et sociales) pour garantir :

Le droit au logement : La sécurité du logement est un droit, personne ne devrait se retrouver sans abri. Face à une crise systémique, les individus n'ont aucune responsabilité, le secteur public et les banques doivent assumer le risque.

L'intérêt public : La privatisation, la financiarisation et la libéralisation ont échoué. L'intérêt général appelle des interventions radicales et intégrées.

Grâce à des politiques urgentes qui garantissent :

Une intervention publique qui régule et stabilise le marché privé, en renforçant les droits des locataires.

Intervention structurelle et investissement dans le logement public, en commençant par l'utilisation et la réutilisation du parc immobilier existant, y compris la reconversion des bâtiments publics (comme les complexes militaires et

les hôpitaux vides).

Une taxation progressive du logement et de la propriété, en inversant les interventions qui subventionnent les propriétés coûteuses.

Inverser la financiarisation du marché du logement et la titrisation de la dette immobilière.

Méthodologie

A. Politique

1. Promouvoir des messages et une vision communs et unificateurs.
2. Partager les bonnes pratiques et les formes de résistance populaire.

B. Mesures Institutionnelles

Emergence

1. Restructurer la dette du logement, avec annulation de la dette.
2. Instruments législatifs pour interdire les expulsions et les saisies, si des logements alternatifs adéquats respectant les droits de l'homme ne sont pas proposés.

Structurelles

1. Mettre en œuvre les instruments disponibles :
 - a. Mettre en pratique le pilier européen des droits sociaux (Art. 19 et 20)
 - b. Mettre en œuvre la résolution du Parlement Européen du 21 janvier 2021 sur l'accès à un logement décent et abordable pour tous (2019/2187(INI))
2. Demander de nouveaux instruments législatifs/institutionnels :
 - a. Une réglementation européenne du secteur privé marchand, à commencer par les locations de courte durée.
 - b. Exempter le financement public du logement du régime du marché intérieur et de la concurrence (considéré comme une aide d'État).
 - c. Utilisation des fonds européens pour le développement du logement public.
 - d. Lier les politiques de logement à A) la cohésion sociale ; B) les économies d'énergie ; C) la transition écologique.

Motion - Solidarité avec le peuple de Chypre

Proposée par AKEL, YKP & BKP

Les participants au 7ème Congrès du Parti de la Gauche Européenne qui s'est tenu à Vienne, en Autriche, du 09 au 11 décembre 2022 :

Rappellent que le problème de Chypre est le résultat d'interventions étrangères et d'agressions impérialistes.

Regrettent que l'occupation illégale par la Turquie de 37% du territoire chypriote se poursuive et que le problème chypriote reste non résolu.

Regrettent que le peuple chypriote continue de souffrir de la division de sa patrie commune et de la violation constante de ses droits de l'homme.

Soulignent que dans les conditions internationales actuelles de militarisation exacerbée des relations internationales, de mise à l'écart du droit international et de la Charte des Nations Unies, la solution pacifique du problème chypriote devient encore plus urgente.

Signalent que le statu quo n'est pas statique et ne peut représenter une solution ; au contraire, le statu quo et l'impasse persistante servent les objectifs hégémoniques à long terme de la Turquie contre Chypre et la division permanente de Chypre et de son peuple.

Soulignent la nécessité pour la communauté internationale de faire face de manière décisive aux actions illégales de la Turquie dans la zone économique exclusive de la République de Chypre, contraires au droit de la mer, ainsi qu'à ses projets illégaux de colonisation de Varosha, qui s'ajoutent à la poursuite de la colonisation illégale de la partie nord de Chypre et à la modification de la structure démographique de cette partie, et à l'intensification de la militarisation des zones occupées par le transfert d'équipements militaires, y compris de drones de combat, qui sont des causes d'extrême préoccupation pour le présent et l'avenir de Chypre.

Appellent à la reprise rapide d'un dialogue de fond, là où il a été laissé en juillet 2017, car il s'agit d'une question d'urgence, afin de parvenir à une solution globale sur la base convenue d'une fédération bizonale bicommunautaire avec égalité politique, comme cela est prescrit par les résolutions pertinentes de l'ONU, avec le retrait de toutes les troupes d'occupation turques et la résiliation du Traité de garantie. Ceci constitue la seule option viable pour que Chypre soit libérée de l'occupation illégale par la Turquie et pour que le pays et son peuple se réunifient.

Réaffirment que la base convenue de la solution, à savoir la transformation du système de gouvernance interne en un système fédéral, est la seule façon de réunifier Chypre et appellent la Turquie à abandonner sa position séparatiste pour une "solution à deux États". Nous déclarons que nous n'accepterons jamais une "solution"

susceptible de mettre en péril la véritable indépendance de Chypre, qui repose sur sa souveraineté unique, sa personnalité juridique internationale unique et sa citoyenneté unique, et dans laquelle aucune tierce partie ne pourra intervenir et les droits de l'homme et les libertés de tous les Chypriotes seront rétablis conformément au droit international et aux principes sur lesquels l'UE est fondée.

Expriment leur solidarité et leur soutien à la lutte de tout le peuple chypriote, Chypriotes grecs et Chypriotes turcs, pour la réunification de leur pays, et considèrent que la solution pacifique globale du problème chypriote contribuera positivement à la démilitarisation, à la construction de la paix et à la prospérité pour tous les peuples de la région troublée de la Méditerranée orientale et du Moyen-Orient.

Le PGE salue les initiatives de paix bicommunautaires des Chypriotes qui promeuvent l'esprit de coexistence et l'égalité des droits contre les pratiques nationalistes et de division.

Motion - En solidarité avec le peuple Sahraoui

Proposé par EUiA

La population sahraouie est contrainte à l'exil depuis plus de 40 ans; la diaspora permanente et l'impossibilité de retourner à son territoire sans que cela implique une vie de soumission. Les Sahraouis ont été l'objet de violations des droits de l'homme face à la passivité des Nations Unies et d'autres acteurs internationaux.

La cruauté dans l'application de la torture a augmenté de façon alarmante, et tous les rapports qui ont été rédigés sur le Sahara Occidental coïncident pour dénoncer la violation systématique et continue des droits de l'homme par le Maroc.

Il est nécessaire de rappeler que le Sahara Occidental est considéré par les Nations Unies comme un territoire en attente de décolonisation.

D'autre part, l'action de la MINURSO (Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental) a été clairement inefficace, non seulement en échouant à atteindre les objectifs pour lesquels elle a été créée, mais en donnant également au Maroc la possibilité d'exploiter les ressources naturelles du Sahara Occidental et d'assurer le contrôle et déplacement de la population.

Face à ces faits et disposant de la légalité internationale et de la force de la raison, le peuple sahraoui continue d'être humilié et réduit au silence, non seulement par le gouvernement marocain qui l'exploite et l'occupe, avec la complicité des médias ; il semble que seule la société civile soit bien consciente que tant que le processus de décolonisation n'aura pas eu lieu, elle devra continuer à lutter pour briser le mur du silence.

Au vu de ces faits, le Parti de la Gauche Européenne tient à déclarer ce qui suit :

Notre condamnation totale des interventions militaires marocaines dans la zone RASD.

Notre rejet de l'occupation alaouite du Sahara Occidental, symbole impérialiste d'exploitation des ressources naturelles et d'oppression nationale.

L'inquiétude face à l'inaction des Nations Unies et de la MINURSO pour la résolution effective du conflit, qui passe, comme accordé et comme le demande le peuple sahraoui, par un référendum d'autodétermination contraignant.

L'inquiétude concernant le changement de position du PSOE en Espagne, n'écouter pas la volonté de son partenaire gouvernemental, le Parlement et la majorité des citoyens espagnols.

Nous dénonçons le rôle complice que le gouvernement français a joué avec l'occupant marocain pendant tout ce temps.
Nous exprimons notre solidarité la plus absolue et la plus ferme avec le peuple sahraoui, les institutions de la RASD, le Front Polisario et l'UJSARIO.

Motion - Un séminaire sur les actions réelles pour résoudre la crise climatique et environnementale est nécessaire

Proposée par le Parti Communiste de Finlande

Nous sommes au milieu d'une crise environnementale et climatique. Le système capitaliste aggrave ces crises par sa croissance continue et ses dépenses excessives en ressources naturelles. Les guerres et l'industrie de l'armement aggravent encore la situation en dépensant des ressources naturelles non renouvelables.

Les scientifiques ont produit des informations et proposé des solutions et des actes, mais les politiciens sont incapables de prendre de véritables décisions ou de mettre en œuvre les décisions qu'ils ont prises. La COP27 l'a prouvé une fois de plus. De nouvelles actions sont donc nécessaires.

Le Parti Communiste de Finlande propose que le PGE et son groupe de travail sur l'environnement organisent, en coopération avec transform!europe, un séminaire sur l'environnement au cours de la période 2023-2025 afin de réunir des experts, des scientifiques, des partis de gauche, verts et progressistes et des militants pour la paix et l'environnement.

Nous avons organisé le séminaire « No Survival Without Peace » à Tampere, en Finlande et en ligne, avec le PGE et Transform Europe. Nous espérons que ce fut le point de départ d'un nouveau travail, fort et efficace, pour sauver notre planète.

Motion - Sur l'Uranium

Proposée par Rifondazione Comunista

Le 24 mars 1999, l'OTAN, sans aucune autorisation de l'ONU, a lancé une campagne de bombardements en tapis sur la Serbie et le Kosovo, ciblant sans discernement les infrastructures civiles de toutes sortes et causant la mort de 2 500 civils. Il s'agissait d'une violation flagrante du droit international et des actions militaires ont été menées qui, selon la Charte des Nations Unies, peuvent être interprétées de crimes de guerre.

Comme dans d'autres guerres illégales de l'OTAN (Irak, Afghanistan, Libye), des munitions à l'uranium appauvri ont été largement utilisées (dans une quantité officiellement estimée entre 12 et 16 tonnes). L'utilisation de ce métal lourd dans les bombardements a provoqué un écocide qui a déclenché une véritable "pandémie de cancer" qui continue de faire des milliers de victimes vingt ans plus tard.

Des milliers sont également les victimes militaires comme par exemple les soldats de l'OTAN eux-mêmes qui ont contracté des pathologies cancéreuses très graves comme conséquences de l'exposition au métal lourd non seulement sur les théâtres de guerre mais aussi sur les terrains de tir militaires. La dévastation de l'environnement ne concerne pas seulement les pays touchés par les bombardements, mais aussi les territoires des pays de l'OTAN qui accueillent des installations d'entraînement où ces armes sont testées et utilisées.

En Italie, on compte au moins 8000 vétérans malades et environ 400 d'entre eux sont décédés.

Devant les tribunaux italiens, plus de 300 procès intentés par des vétérans victimes de l'uranium appauvri contre le ministère italien de la défense ont donné lieu à une jurisprudence établissant la corrélation causale entre l'apparition de graves pathologies cancéreuses et l'exposition à l'uranium appauvri. Cette jurisprudence a été utilisée par un groupe d'avocats pour engager des actions en réparation contre l'OTAN devant la Haute Cour de Belgrade, mais l'OTAN a officiellement revendiqué l'immunité pour les crimes dont elle a été appelé à rendre des comptes.

Les crimes de guerre sont imprescriptibles.

Le Parti de la Gauche Européenne s'engage à porter la question des victimes civiles et militaires de l'uranium appauvri à l'attention du Parlement Européen et à identifier une voie qui puisse engager le Parlement sur le chemin de la vérité et de la justice pour toutes les victimes, et à l'interdiction de ces armes à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre de l'UE.

Motion - Une voie vers l'élection du Parlement européen

Proposée par *Die Linke*

« Notre stratégie et nos activités politiques sont axées sur la construction d'une Europe plus démocratique, sociale, écologique et pacifique. Les lignes proposées nous serviront d'orientation au cours des trois prochaines années. Lors des prochaines élections européennes, nous nous présenterons comme une puissante force de gauche en Europe ». (Document politique du PGE, projet 2022)

Pour atteindre l'objectif concernant les élections au Parlement Européen, nous demandons au Bureau Exécutif et au Secrétariat d'établir un groupe de travail dès que possible pour la préparation de l'élection au PE. Le groupe de travail, entre autres :

- Devrait viser à se mettre d'accord sur des éléments communs d'"identité visuelle", qui devraient être utilisés par tous nos partis dans la campagne électorale du PE.
- Devrait développer des formats transnationaux (conférence, atelier, symposium, présentation, etc.) pour faire de notre campagne électorale nationale une campagne véritablement européenne.
- Nous devrions nous mettre d'accord sur quelques thèmes centraux que nous recommanderions d'inclure dans nos programmes électoraux nationaux, dans les mêmes termes, en plus d'un programme électoral du PGE, et en concertation avec la présidence du PGE.

Motion - Supporting the Republic of Cuba in the fight to lift the US blockade and sanctions

Proposée par *Die Linke*

Le Parti de la Gauche Européenne se félicite du résultat écrasant du vote à l'Assemblée générale des Nations unies le 3 novembre 2022 sur la résolution sur la "Nécessité de mettre fin à l'embargo économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique à Cuba" :

Pour la 30ème année consécutive, presque tous les pays (185) de la planète ont voté pour s'opposer au blocus unilatéral qui dure depuis six décennies, qui viole les droits internationaux et les droits de l'homme et qui constitue, selon la Charte des Nations unies, un "acte de guerre". Les seuls pays qui ont soutenu ce blocus illégal sont les États-Unis eux-mêmes et Israël. Le Brésil et l'Ukraine se sont abstenus. Jusqu'à présent, le gouvernement des États-Unis a ignoré ce vote puissant et continue d'agir contre lui.

Le Parti de la Gauche Européenne (PGE) :

Appelle les gouvernements et l'UE à prendre des mesures concrètes contre le blocus des États-Unis, en particulier des mesures efficaces contre les effets extraterritoriaux en Europe, ainsi que la fin du blocus financier, qui est illégal en vertu du droit européen (Règlement (CE) n° 2271/96 du Conseil du 22 novembre 1996), mais où les banques européennes se plient à la pression des États-Unis.

Demande instamment à la Commission Européenne de déposer une plainte auprès de l'OMC contre les violations continues du droit commercial international par le blocus et les sanctions des États-Unis contre Cuba et le Venezuela.

Exige de la Commission européenne qu'elle applique pleinement l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'UE et Cuba.

Proteste contre toute mesure qui viole la souveraineté des États de la région d'Amérique Latine, visant le droit des peuples à l'autodétermination, y compris les mesures économiques coercitives, touchant particulièrement la population.

Appelle toutes les forces progressistes du monde entier à protester contre le blocus et à élargir le mouvement de solidarité. Le PGE et ses partis membres ont une grande responsabilité en ce qui concerne l'espace européen. Par le biais d'initiatives de la société civile et du Parlement contre le blocus, nous devons accroître la pression au sein du Parlement européen et des parlements nationaux.

Une idée concrète pour le futur proche, probablement après les prochaines élections européennes, est l'organisation d'un "tribunal" en Europe, impliquant des groupes de solidarité, des parlementaires, des personnalités reconnues, des avocats, des scientifiques, des syndicats, des fondations. L'intention est de toucher un public plus large afin de dénoncer le caractère illégal et la violation des droits de l'homme à Cuba et de son peuple.

Le PGE s'engage avec Cuba dans la lutte pour la paix et contre l'impérialisme et nous avons également comme objectif commun la préservation de l'environnement. Nous considérons également comme fondamental la diffusion de la réalité de la situation cubaine et l'énorme effort réalisé par Cuba et son gouvernement en faveur de la solidarité internationale. Nous soutiendrons toutes les actions contre le blocus, au niveau européen, ainsi qu'au niveau des parlements nationaux et nous participerons à toutes les activités qui auront lieu à Cuba au niveau international avec des jeunes, des intellectuels et des féministes, ainsi qu'avec des organisations politiques internationales comme le Forum de São Paulo.

Motion - Politique industrielle

Proposée par *Die Linke*

Le Parti de la Gauche Européenne est solidaire des conflits du travail dans toute l'Europe et exige une politique industrielle coordonnée.

L'illusion néolibérale du bien-être social créé par la libre concurrence du marché, qui est inscrite dans les documents fondateurs et les institutions actuelles de l'Union européenne, semble s'être dissoute dans un bruit lointain dans les débats actuels sur le contrôle des prix et le rationnement et la distribution des matières premières à la fois entre et au sein des États membres. L'évolution actuelle des rapports de force géopolitiques vers un système mondial multipolaire, ainsi que les perturbations et le désenchevêtrement que l'on peut observer dans diverses chaînes d'approvisionnement mondiales, en ont fait une évidence pour un public européen beaucoup plus large. Les syndicats et les travailleurs se mettent en grève, les mouvements sociaux locaux, sur le modèle du "enough is enough" britannique, organisent des rassemblements sur tout le continent. Nous partageons leur angoisse de payer leurs factures et nous sommes solidaires de ceux qui luttent pour obtenir ce qui leur revient de droit.

Que faut-il faire ? Nous devons faire face au changement climatique de manière à créer de meilleures conditions de travail et de vie et contribuer à la préservation de la planète. Nous demandons une politique industrielle active et un cadre réglementaire européen qui permette :

- d'encourager les coopérations industrielles intra-européennes, alors que la politique de la concurrence s'y est opposée, au nom de l'abus de positions dominantes,
- de faire obstacle à la concurrence entre les États membres sur le moins disant social et fiscal ,
- de permettre les aides d'Etat, et d'imposer qu'elles soient assorties de conditionnalités strictes sur l'emploi, la formation, la transition écologique, l'absence de délocalisation.
- d'instaurer une sélectivité du crédit bancaire en faveur des projets créateurs d'emplois et écologiques, et en défaveur du soutien aux marchés financiers.
- d'élargir les droits des représentants salariés dans les comités de groupes européens des entreprises multinationales, afin qu'ils puissent peser sur leurs orientations stratégiques.

C'est ainsi que sera garantie la promotion de la souveraineté technologique, énergétique, sociale et écologique européenne et que les États membres seront empêchés de profiter arbitrairement des autres États membres du marché commun sur la base de leur puissance économique.

L'investissement et le renforcement de la position économique européenne ne sont cependant pas une fin en soi - les politiques de l'UE visant à les créer doivent toujours prendre en considération la justice sociale, la durabilité écologique et les questions de propriété. Nous nous opposons à ce que la solution aux crises de notre époque consiste à augmenter les profits en détériorant une fois de plus les conditions de

travail, en réduisant les salaires, en démantelant l'État-providence et en privatisant ce qui reste du secteur public - ce serait aussi mauvais économiquement que moralement inacceptable. "La concurrence uniquement" et "se serrer la ceinture" doivent devenir des slogans politiques du passé dans la lutte pour un avenir meilleur. L'année prochaine devra être une année de solidarité - nous nous attendons à une vague de grèves pour des salaires justes et nous exigeons des mesures politiques pour une action industrielle coordonnée.

Nous déclarons notre entière solidarité et notre soutien à toutes les grèves, aux travailleurs et à leurs syndicats, car non seulement ils luttent pour leurs intérêts légitimes, mais leurs actions contribuent à un développement progressif de leurs sociétés respectives dans leur ensemble. Nous condamnons les énormes subventions accordées aux riches pendant la pandémie. Un système qui permet aux riches de s'enrichir même en temps de crise est truqué. Alors que la grande majorité de la population européenne connaît une crise avec l'augmentation du coût de la vie, le nombre de milliardaires a atteint de nouveaux sommets. En période de crise économique, la question était autrefois "chauffer ou manger". Aujourd'hui, ce n'est plus "chauffer ou manger", c'est "je ne peux pas chauffer et je ne peux pas manger".

Motion - Création d'un observatoire européen des services publics

Proposée par *Maite Mola*

La pandémie du Covid-19 a mis en évidence depuis 3 ans, les graves dysfonctionnements sur le continent européen en matière de coordination des politiques publiques face à un fléau commun. Dès le début, nous avons observé : le manque de matériel de protection, individuels ou pour les soignants et les hospitaliers, les rivalités dans lesquelles se sont retrouvées les Etats pour s'approvisionner en matériels et en vaccin ; puis ensuite, la très grande disparité dans l'organisation des mesures sanitaires et économiques pour protéger les populations et pour poursuivre l'éducation des enfants ; puis également les très grandes difficultés en matière de transport, d'approvisionnement et de logistique ; et enfin bien sûr les graves écarts concernant les systèmes de protection sociale des européens. Tout cela a fait prendre conscience de l'impréparation des services publics du continent européen face à une situation de crise majeure. C'est un fait, il n'existe pas d'outil performant de coordination des politiques publiques en Europe qui soit capable d'anticiper, d'organiser, de gérer une telle crise. Or, il est très probable que des crises de ce genre se reproduisent, avec des motifs évidemment inattendus telles que des motifs climatiques, sanitaires, environnementaux, et malheureusement également militaires !

Depuis plus de 5 ans, le groupe de travail "Services publics" du PGE mène une réflexion politique pour créer un observatoire des services publics en Europe.

Dans le document politique de notre dernier congrès de Berlin en 2019, nous indiquions :

"La défense et l'extension des services publics, au niveau national et au niveau européen, sont des outils pour mettre en œuvre une nouvelle politique de développement qui prenne le contre-pied de la logique libérale. Cela doit s'appuyer sur un outil de contrôle transparent et démocratique. Un observatoire de la dégradation des services publics, avec des critères communs dans chaque pays, doit être instauré."

La crise que nous venons de traverser confirme l'urgence de mettre en place un tel observatoire, qui permettrait de faire le point sur les moyens publics dont dispose le continent européen pour mieux protéger les populations. Ce serait le premier maillon indispensable pour développer et coordonner des services publics européens qui pourraient agir au niveau continental sur des sujets qui impactent l'ensemble des pays de l'UE. Cet observatoire, outil scientifique international qui regroupera toutes les compétences nécessaires pour évaluer les politiques publiques des États, permettra de donner à chacun une perception sérieuse des moyens dont on dispose pour protéger les citoyens, et bien sûr donner des arguments pour agir. Nous notons d'ailleurs avec intérêt que désormais les organisations syndicales européennes sont également en train de travailler sur ce sujet.

Motion - 20 ans de marche ensemble

Proposée par transform!europe

En tant que fondation Transform!europe du Parti de la Gauche Européenne, nous présentons la motion suivante:

En 2024, cela fera 20 ans que le Parti de la Gauche Européenne a été créé, fondé à Rome les 8 et 9 mai 2004. Pendant ces 20 ans, il y a eu beaucoup d'événements, de travaux communs et de leçons apprises sur ce chemin ensemble dans la Gauche européenne et c'est pourquoi nous pensons qu'il est important de commémorer nos 20 ans d'existence.

Nous proposons par la présente que le 7ème Congrès du Parti de la Gauche Européenne:

approuve que les nouvelles structures de direction issues de ce Congrès proposent un **groupe de travail conjoint avec Transform!europe pour organiser des activités, des événements et des publications sur nos 20 ans ensemble**, que nous célébrerons en 2024

Motion - Réseau des Jeunes (ELYN)

Proposée par le Réseau des Jeunes

Nous vivons à une époque où des milliers de personnes sont privées de leurs droits humains fondamentaux, l'un de ces droits étant l'accès à l'éducation. La privatisation accrue de l'ensemble du spectre éducatif, combinée au racisme, éloigne les gens du chemin de la connaissance et du développement de la pensée critique. La voie que nous empruntons devrait être une approche anthropocentrique de l'éducation. Nous défendons une idée de l'éducation qui rompt avec la doctrine d'une éducation utilitaire qui se concentre uniquement sur les besoins économiques immédiats. L'éducation doit préparer les citoyens à l'avenir et être exempte de tout préjugé fondé sur l'ethnie ou le sexe. Elle devrait combiner la transmission de connaissances et de compétences. Le Réseau des Jeunes du PGE (ELYN) s'engage à lutter pour une éducation libre, démocratique et publique tout en soutenant les occupations d'universités/grèves d'étudiants et l'activisme ainsi que leurs revendications antifascistes, anti-impérialistes et anticapitalistes, renforçant ainsi ses liens avec la gauche.

L'école doit être publique. Les écoles publiques doivent être gratuites, laïques, libres de l'influence d'intérêts privés ou religieux. Les universités et les instituts de recherche doivent être libérés des pressions économiques. Nous rejetons le processus de Bologne, qui promeut principalement la privatisation de l'enseignement supérieur, soit en imposant des frais de scolarité extrêmement élevés pour les études universitaires, soit en forçant les étudiants à payer des sommes énormes pour le logement ou le matériel nécessaire à leurs études. Nous demandons la création de logements abordables fournis par l'État pour les étudiants et les jeunes travailleurs. En outre, nous considérons qu'il est extrêmement important d'introduire l'inclusion du genre (mouvement féministe, égalité des salaires, les droits LGBTQ+ etc.) et l'éducation sexuelle dans les programmes scolaires. Les propositions législatives qui répondraient aux idées susmentionnées comprendraient : des copies d'examen anonymes pour éviter les préjugés et des études de genre dans tous les programmes scolaires. De la maternelle à l'université, l'éducation devrait être accessible à toutes les minorités et à tous les immigrants en Europe.

Afin de promouvoir l'idée d'une éducation publique gratuite pour tous les jeunes en Europe, indépendamment de leurs revenus, de leur sexe, de leur orientation sexuelle et de leur statut d'immigré, l'ELYN propose au Congrès du PGE 6 axes principaux que le Parti devrait inclure dans son calendrier et son budget :

1. Des événements discutant des mouvements étudiants dans différents pays, et l'établissement de journées d'action de solidarité étudiante (ex. solidarité avec les femmes iraniennes, la Palestine, le Sahara occidental, etc.).
2. Investissement dans des programmes pilotes qui introduisent l'égalité des sexes, l'orientation sexuelle et l'éducation sexuelle dans les écoles publiques et les universités.

3. Ateliers avec les populations immigrées soulevant la question des minorités sous-représentées dans l'éducation, ce qui contribuera à garantir l'accès à l'éducation gratuite pour tous les réfugiés dans les jardins d'enfants, les écoles et les universités et à mettre fin à leur déportation/refoulement.
4. Introduire dans le programme du PGE non seulement le changement climatique mais aussi le thème de la lutte contre le déni climatique et scientifique dans les écoles et les universités (pensée critique).
5. Établir un lien entre l'ELYN et le Réseau Logement du PGE afin de promouvoir des logements étudiants abordables.
6. Campagne financée par le PGE pour faire voter les jeunes.

Motion - Pour un pôle européen de recherche publique pour briser l'oligopole pharmaceutique

Proposée par Rifondazione Comunista

La pandémie de Covid a dramatiquement mis en lumière le caractère commercial des lobbies pharmaceutiques au détriment des populations qui ont payé un prix énorme en termes de décès, de crise des services de santé nationaux, d'aggravation de l'état de santé général et de manque de vaccins pour le Sud du monde. Bien que depuis environ 18 ans, les chercheurs prédisent le développement d'épidémies de coronavirus, l'industrie pharmaceutique n'a pas investi dans la recherche d'un vaccin, ni développé une recherche sur les médicaments antiviraux qui peuvent empêcher la progression de la maladie une fois que l'infection est survenue.

Les industries pharmaceutiques ne s'engagent dans la recherche que lorsque le marché semble géographiquement important et durable. Par exemple, la recherche sur les maladies infectieuses et les vaccins est beaucoup plus limitée que celle sur les autres médicaments.

Le système de recherche biomédicale est malade et complètement détourné de sa mission de défense de la santé de l'humanité et il est plutôt penché uniquement vers la centralité du profit maximum pour l'oligopole pharmaceutique, qui reçoit des subventions substantielles des gouvernements, mais n'accepte aucune limite.

Pour cette raison, le Parti de la Gauche Européenne, dans le prolongement de la campagne menée sur la suspension des brevets sur les vaccins, s'engage à développer de la manière la plus efficace une lutte pour la création d'un pôle public européen un grand centre qui intervient sur l'ensemble du cycle du médicament : recherche, production, développement et distribution, qui met le fruit de ses recherches à la disposition du monde - médicaments, technologies et vaccins à des prix abordables au service de l'humanité.

Motion - Combattre la pédocriminalité et les violences sexistes et sexuelles

Proposée par la Commission féministe du PCF

En France, un rapport sénatorial inédit a mis en lumière le lien entre l'industrie porno-criminelle les réseaux de proxénétisme et la traite des êtres humains, y compris des mineur-es.

Des procès historiques sont en cours mettant en cause des propriétaires de sites porno-criminels pour des faits de traite des êtres humains, acte de barbaries, tortures, racisme...

Aujourd'hui, la pédocriminalité et la pornographie sont liées : les contenus pédocriminels circulent sur les sites pornographiques. Comme les procès contre You Porn l'ont montré : Les trois quarts des contenus pornographiques contiennent de la pédocriminalité.

Les plateformes hébergeant cette industrie doivent prendre des positions claires contre la violence sexuelle.

L'industrie porno-criminelle réalise ses profits sur des violences pédocriminelles.

Ces sites pornographiques sont utilisés par les pédocriminels comme relais des violences sexuelles.

L'Europe et le berceau de la pédocriminalité : 62% de contenus pédocriminels sur le net émanent de l'Europe. En Europe la détection, le signalement et le retrait de ces contenus sont soumis au seul « volontariat » des fournisseurs et des hébergeurs. Début 2024, cette législation minimale intérimaire arrive à expiration.

Nous proposons que le PGE :

Porte le renforcement de la législation européenne en matière préventive et de protection des mineur.es contre la porno criminalité, et la pédocriminalité.

Lutte contre la violence sexiste et sexuelle, y compris la pédocriminalité, en particulier sur les plates-formes numériques.

Demande aux instances dirigeantes européennes et au Parlement Européen de prendre les dispositions nécessaires dans la lutte contre la diffusion de contenus pédocriminels hébergés notamment par des sites pornographiques, en considérant également nos demandes dans le domaine de la politique numérique.

Lance des actions en 2023 contre les cyber-violences, la pédocriminalité et porno criminalité ; et de prévention auprès des jeunes comme auprès des

parents et des professionnel en contact avec des jeunes en vue du changement de législation européenne.

Crée un groupe de travail au sein du Parti de la Gauche européenne sur l'industrie pornographique.

Motion - Sur la situation internationale

Proposée par Maite Mola

La pluralité et la diversité qui existent dans les évaluations et les analyses de la situation internationale que nous avons au sein du PGE nous obligent à faire un effort pour trouver des points communs qui nous permettent d'agir conjointement sur la scène internationale en accord avec les valeurs que le PGE défend depuis sa constitution - entre autres, l'engagement inconditionnel du PGE pour la paix, le désarmement et la défense de la légalité internationale dans le cadre de la Déclaration Fondatrice des Nations Unies.

En tant que PGE, nous considérons comme vitale la nécessité de relations internationales multilatérales basées sur la coopération solidaire et les bénéfices mutuels entre toutes les nations, en unissant les volontés et les efforts pour que tous les habitants de la planète aient droit à une vie digne, et pour lutter ensemble contre les situations d'urgence comme celle que l'humanité connaît aujourd'hui.

Le PGE exhorte les pays qui possèdent des armes nucléaires à négocier des traités qui limitent leur production et leur déploiement, et à avancer vers l'objectif d'un désarmement nucléaire mondial qui implique leur élimination avec des garanties environnementales.

En ce sens, nous défendons le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires pour faire face à la logique des blocs, et nous défendons la logique de la sécurité collective sur la base du développement du rôle de l'OSCE et du Conseil de l'Europe, et de la perspective d'une conférence paneuropéenne et d'un traité sur la sécurité collective avec la Russie.

Le PGE est engagée dans la lutte pour un nouvel ordre international fondé sur de nouveaux principes, de nouvelles valeurs et de nouvelles formes de représentation de la communauté internationale. Cela nous amène à proposer la refondation de l'ONU avec une nouvelle répartition dans la participation de tous les États de la planète, et une nouvelle dimension de ses agences internationales (qui sont régulièrement attaquées par le gouvernement actuel des États-Unis), ainsi que de repenser la configuration et le rôle des institutions économiques qui ont été les piliers sur lesquels s'est construite la domination du grand capital sur les ressources économiques, les matières premières et les ressources naturelles de la planète, en imposant des politiques néolibérales qui ont détruit tous les éléments publics de protection sociale.

En cohérence avec notre position historique de soutien à la reconnaissance des droits du peuple sahraoui à travers la réalisation du référendum d'autodétermination, nous critiquons les pressions qui tentent de plier la résistance de ce peuple à travers toutes sortes d'agressions et nous exigeons que le gouvernement espagnol assume sa responsabilité en tant que puissance décolonisatrice pour faire respecter les accords des Nations Unies.

Nous réitérons notre soutien aux peuples de Turquie et au peuple kurde qui affrontent le régime d'Erdogan et nous exigeons le retrait de Syrie des troupes étrangères qui occupent encore une partie importante de son territoire.

Le PGE réaffirme sa solidarité avec le peuple palestinien qui continue à lutter pour le développement d'un processus de paix et pour permettre le retour de ceux qui ont été expulsés de leur terre. Nous exigeons que la communauté internationale garantisse l'existence d'un Etat palestinien viable dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale.

Depuis le PGE, nous saluons les succès électoraux qui ont conduit à la constitution de multiples gouvernements progressistes en Amérique latine, qui peuvent conduire à la réactivation d'un processus d'intégration territoriale du continent et permettre l'exploitation des multiples ressources et richesses de la région au profit de l'amélioration de la vie de ses peuples.

Nous exigeons une fois de plus la levée du blocus injuste et illégal subi par Cuba et de toutes les sanctions contre tous les pays par le gouvernement des Etats-Unis et ses acolytes, et nous dénonçons les agressions impérialistes qui tentent de soumettre les peuples latino-américains, africains, méditerranéens et asiatiques qui luttent pour leurs droits et libertés.

De ces points de vue, le PGE doit faire un débat pour aider à la construction d'une "large alliance" des forces sociales et politiques qui nous permettra de passer de la parole à l'action, menant à une mobilisation globale capable de défier l'hégémonie idéologique et politique de ceux qui mettent en danger l'avenir de l'humanité face à un avenir de paix et de progrès en harmonie avec la nature.

Motion - Solidarité avec le peuple palestinien

Proposée par le GT Moyen-Orient

Solidarité avec le peuple palestinien – Le Parti de la Gauche Européenne condamne l'expansion continue de l'occupation et de la colonisation de la Cisjordanie par Israël et favorise le dialogue entre toutes les forces pacifiques de la région.

Le PGE réitère son soutien ferme aux droits du peuple palestinien à son propre Etat et à sa propre terre, avec Jérusalem-Est comme capitale, et au retour des réfugiés palestiniens.

Nous condamnons l'agression israélienne avec l'expansion de l'occupation illégale et des colonies en Cisjordanie, l'escalade des attaques contre les villes et villages de Cisjordanie, ainsi que l'embargo israélien et les attaques contre Gaza.

Nous notons qu'il n'y a eu aucune tentative des États-Unis, de l'UE, de l'OTAN ou de tout autre pays occidental de mettre fin durable aux violations israéliennes des règles du droit international, ce qui met en évidence leur double langage.

Aujourd'hui, plus de 760 000 colons israéliens vivent en Cisjordanie et à Jérusalem-Est occupées, violant ainsi les règles de la Quatrième Convention de Genève qui interdit à une puissance occupante de transférer sa population dans un territoire occupé. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté des résolutions (242 et 338) dénonçant l'occupation israélienne, la déclarant illégale et appelant à un retrait israélien des territoires occupés. En 2004, une nouvelle résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies a souligné le droit du peuple palestinien à son territoire. L'occupation de la Cisjordanie est en outre qualifiée d'illégale par la Cour internationale de La Haye. En 2012, l'ONU a reconnu la Palestine comme un État observateur de l'ONU.

Avec l'élection d'un nouveau gouvernement d'extrême droite en Israël qui promet encore plus d'agressions et d'effusions de sang dans les territoires palestiniens, il y a un risque dangereux d'accroître la violence déjà croissante jusqu'à un conflit à grande échelle.

Ces politiques expansionnistes agressives d'Israël sont préjudiciables non seulement au peuple palestinien mais aussi aux citoyens israéliens ordinaires, qui peuvent tous s'attendre à un conflit et une guerre sans fin pendant de nombreuses années, y compris la possibilité d'une nouvelle guerre avec les pays voisins.

Le PGE appelle à une solution juste au conflit, qui doit être initiée par un retrait total d'Israël des territoires occupés, conformément aux résolutions de l'ONU. Pour obtenir cela, nous recommandons :

Le PGE souligne que l'accord d'association UE-Israël est, conformément à son article 2, fondé sur le respect des droits de l'être humain et insiste sur le fait qu'il s'agit d'un principe directeur ; demande la suspension de l'accord d'association tant qu'il n'y aura pas de garanties claires de la fin des violations

systématiques des droits de l'être humain de la population palestinienne.

L'étiquetage des marchandises provenant des colonies israélienne en Cisjordanie.

Nous demandons l'arrêt de la relation spéciale d'Israël avec l'OTAN.

Nous réitérons notre soutien à une paix juste basée sur les résolutions de l'ONU avec un Etat palestinien sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale et avec le retour des réfugiés palestiniens. Une solution juste à deux États, fondée sur une sécurité égale, est la seule solution viable.

Nous demandons la reconnaissance de l'Etat palestinien par les Etats membres de l'UE - et par le plus grand nombre possible de pays et d'institutions, ce qui constitue un pas important dans cette direction.

Nous dénonçons les politiques qui criminalisent les militants de la paix et de la solidarité y compris les forces de gauche et de paix à l'intérieur d'Israël. Nous saluons la jeunesse israélienne qui refuse de faire son service militaire dans les territoires occupés, qui lutte contre l'occupation israélienne de la Palestine et qui réclame un État palestinien libre et indépendant.

Il est plus que jamais important de commémorer la longue protestation et la lutte du peuple palestinien, qui depuis des décennies combat l'agression et l'occupation israéliennes.

Nous assurons le peuple palestinien et les forces civiles de la société d'Israël qui luttent pour le dialogue et le rétablissement de la paix de notre soutien et de notre solidarité permanents.

Motion - Solidarité avec le peuple Kurde

Proposée par Rifondazione Comunista et Syriza - Alliance Progressiste

Nous condamnons sans équivoque les attaques et l'invasion par la Turquie des zones kurdes en Irak et en Syrie.

Avec ces attaques, la Turquie viole le droit international, tout en faisant exploser les fondements du processus de paix en Syrie.

Nous exprimons notre solidarité avec le peuple kurde face à l'attaque turque et appelons le vice-président de l'UE et Haut Représentant pour la politique étrangère à prendre une position claire et à s'opposer à l'expansion d'Erdogan dans la région au sens large.

Kobané, devenue un symbole mondial de la résistance aux djihadistes de DAESH en 2014, a été l'une des cibles de l'armée turque, ce qui a entraîné la mort de dizaines de civils.

Les frappes aériennes ont détruit un hôpital, un silo à nourriture, une centrale électrique ainsi que des infrastructures militaires.

Le modèle sans précédent du Rojava, où il n'y a aucune discrimination entre les hommes et les femmes a été un rempart contre l'obscurantisme et un salut pour des milliers de citoyens face aux djihadistes, semble déranger la Turquie et le président Erdogan qui tue des innocents afin de faire de la petite politique pour les votes du public d'extrême droite en Turquie avant les élections présidentielles. La coexistence entre les peuples dans la région est une réalité et pourrait être un modèle pour l'ensemble du Moyen-Orient.

Nous, représentants des partis politiques participant au 7ème Congrès du Parti de la Gauche Européenne (PGE) à Vienne, Autriche, du 9 au 11 décembre 2022, exprimons notre entière solidarité avec le peuple kurde, à nouveau sous les bombes du régime d'Erdogan, et nous dénonçons le silence total des médias et des Institutions européennes.

Nous exigeons :

L'arrêt immédiat du commerce d'armes avec la Turquie

La libération immédiate et inconditionnelle de Selahattin Demirtaş, conformément au jugement de 2018 de la CEDH, confirmé par le jugement de décembre 2020 ; l'abandon de toutes les charges contre M. Demirtaş et Mme Figen Yüksekdağ, anciens coprésidents du parti d'opposition HDP, ainsi que les autres membres du parti actuellement emprisonnés ; nous soulignons que les autorités turques doivent permettre à ces personnes d'exercer leur mandat démocratique en toute indépendance, sans être menacées ou entravées.

De prendre des mesures afin de défendre les droits humains des Kurdes qui risquent d'être extradés.

Nous réaffirmons notre soutien à toutes celles et ceux qui continuent d'œuvrer pour mettre fin à toute manifestation d'injustice pure et simple, et pour remettre la Turquie sur la voie de la pleine démocratie.

Motion Iran

Proposée par la Commission des Motions

Depuis plus de trois mois, l'Iran est en proie à un véritable soulèvement de masse à l'échelle nationale au nom de "la femme, la vie, la liberté". Ce soulèvement est pour la vie, pour la démocratie, pour les droits de l'être humain, pour l'égalité des sexes et pour l'égalité de chaque Iranien, quelle que soit son appartenance ethnique ou religieuse.

L'escalade de la répression n'a fait qu'enhardir et renforcer massivement la détermination de ce mouvement.

Ce mouvement a éclaté après la mort d'une jeune femme kurde aux mains de la fameuse police des mœurs iranienne. Les femmes iraniennes ont été à l'avant-garde de ce mouvement et s'avèrent être les agents unificateurs du changement social et politique en Iran. Leur détermination inébranlable à imposer le changement a d'énormes implications et constitue un précédent dans le monde entier.

Dans tout le pays, la jeunesse iranienne a rejoint le mouvement en descendant dans la rue et en développant sans cesse de nouveaux moyens ingénieux et non violents pour affronter le régime.

Cette lutte est le résultat direct de la politique du régime despotique, qui a engendré une haine profondément ancrée envers la République islamique. Ce soulèvement est déterminé à rester uni dans la demande de démocratie et à mettre fin à l'imposition despotique du diktat religieux.

Les autorités ont répondu avec une extrême brutalité, abattant ou battant à mort des centaines de manifestants. Plus de 18.000 manifestants ont été arrêtés, certains étant des "ennemis de Dieu et de la corruption sur terre". De nombreux rapports persistants font état de prisonniers soumis à d'horribles tortures et viols. Des procès sommaires ont commencé, et des manifestants ont déjà été condamnés à l'exécution.

La République islamique fait tout pour diviser le mouvement. Des unités militaires ont été amenées à contrôler des régions comme le Baloutchistan et le nord-ouest du pays, où vit le peuple kurde.

Dans le même temps, le régime réprime les manifestations pacifiques, auxquelles participent toutes les ethnies et tous les groupes religieux, qui réclament la démocratie et l'égalité des droits en Iran.

Le 7ème Congrès du Parti de la Gauche Européenne :

- condamne la répression et la violence du régime et exige l'arrêt immédiat des exécutions et la libération de toutes les personnes arrêtées lors des manifestations.
- exprime son entière solidarité avec le courageux et déterminé mouvement de masse iranien uni sous le slogan "Femme, Vie, Liberté".

Motion - Culture

Proposée par Jean-Pierre Michiels

Comme l'air et l'eau sont indispensables à la vie, la culture est indispensable au vivre ensemble.

Ainsi, la crise du covid a montré combien était nécessaire la culture et les arts pour franchir ce cap difficile.

La culture et les arts peuvent aussi être un facteur de paix, de rapprochement entre les peuples. Il n'est pas acceptable que des cultures appartenant au patrimoine mondial soient ostracisées à cause de politiques ou d'actes certes condamnables commises par certains gouvernements.

La culture, à la fois par sa diversité et son universalité, a contribué à l'unification de l'Europe.

C'est pourquoi, le PGE :

Désapprouve les mesures d'interdiction et de censure à l'encontre de la culture et des artistes russes qui n'ont rien à voir avec la guerre de poutine.

Exprime sa solidarité avec les artistes qui, au risque de perdre leur liberté, s'opposent à cette guerre.

Soutient la résolution votée à une large majorité par le Parlement européen pour que l'UE consacre 2 % de son PIB au soutien aux artistes et à la culture.

Motion - Arrêter la guerre : cessez le feu maintenant !

Proposée par Rifondazione Comunista

Nous condamnons l'agression militaire russe contre l'Ukraine, qui constitue un crime au regard du droit international humanitaire. Rien ne justifie une guerre et bien qu'aucune déclaration ne soit certaines en temps de guerre, les hypothèses sont que les morts, y compris des victimes civiles, sont des centaines de milliers, ainsi que des millions de réfugiés et de personnes sans maison, et la destruction du territoire.

Le bombardement des infrastructures civiles et du réseau électrique pose d'énormes problèmes pour la survie de la population pendant la saison hivernale.

Dans ce cadre, les pays de l'Union européenne ont décidé d'augmenter les dépenses militaires, ce qui signifie le début d'une nouvelle course aux armements, et de réduire les dépenses sociales.

Le risque que l'article 5 de l'accord de l'OTAN soit activé est chaque jour plus proche de devenir une réalité (comme après l'accident du missile ukrainien tombé en Pologne), ce qui signifiera une escalade jusqu'à une guerre nucléaire.

Avec l'Accord de Minsk de 2014, une solution possible à la crise en Ukraine avait été entreprise.

Les gouvernements, le Parlement européen et la Commission européenne ne jouent pas un rôle de médiateur comme ils le devraient.

L'Union Européenne doit s'efforcer d'arrêter le massacre en cours, et rechercher une résolution pacifique et durable basée sur les principes du droit international, et de la nécessité de garantir la sécurité mutuelle : on parle de "diplomatie pas d'armes !"

Le 5 novembre dernier à Rome, 150.000 personnes ont répondu à l'appel du "Réseau Europe pour la Paix", qui regroupe des centaines d'associations pacifistes et non-violentes, des syndicats, le monde catholique, des personnalités de la culture et de la solidarité, et ont clairement démontré qu'elles n'acceptent pas la guerre comme solution à la crise actuelle.

Le pape François continue également à proposer la voie du cessez-le-feu et des négociations pour arrêter le massacre.

Nous, les représentants des partis participant au 7ème Congrès du Parti de la Gauche Européenne (PGE) à Vienne, en Autriche, du 9 au 11 décembre 2022, joignons notre voix à celles de nombreux autres qui luttent pour demander un cessez-le-feu immédiat, maintenant, afin de commencer les négociations.

Nous sommes engagés dans le développement du mouvement pour la paix, le désarmement et l'arrêt de l'augmentation des dépenses militaires, dans toute l'Europe.

LES GENS NE VEULENT PAS LA GUERRE.

STATUTS

Statuts du parti de la Gauche européenne

L'association sans but lucratif pour laquelle ces statuts sont élaboré a été fondée le 1.7.2004 par :

Bertinoti Fausto, viale Regina Marghenta 151, Rome (Italie), né le 22/03/1940 à Milan (Italie)
Marsset Campos Pedro, calle Princesa 3, Murcia (Espagne), né le 11/09/1941 à Valence (Espagne)
Scholz Helmut, Regensburger straBe 21 15738, Zeuthen (Allemagne), né à Berlin le 21/06/1954
Frutos Grass Francisco, Avenida Albufera 69, Madrid (Spain), né le 25/01/1939 à Barcelone (Espagne)
Nuñez José Luis, Calle Alustante 6, Madrid (Espagne), né le 18/09/1940 à Orense (Espagne)
Della Valle Gian Luca, Via del Notario 3, Saint-Marin, né le 01/04/1968 à Saint-Marin
Pappas Styllanos, L Manolipi 139 Kesariani, Athènes(Grèce), né le 09/03/1945 à Lamia (Grèce)
Losa Myriam, Avenue Victor Rousseau 58, 1190 Bruxelles, née le 07/07/1967 à Bruxelles (Belgique)
Giaculli Paola, Via Gi Mercuriale 14, Rome (Italie), née le 16/08/1961 à Empou (Italie)
Migliore Gennaro, Via Castagna Coop. vette F 51 800026, Casoria (Italie), né le 21/06/1968 à Naples (Italie)
Mascia Graziella, Via Imperia 19, Milan (Italie), née le 03/09/1953 à Magenta (Italie)
Schubert Katina, Siegweg 22, Bonn (Allemagne), née le 28/12/1961 à Heildeberg (Allemagne)
Gehrcke Wolfgang, Ryke straBe 39, Berlin (Allemagne), né le 08/09/1943 à Reichan (Allemagne)
Gohde Claudia, DiefknbachstraBe 584, Berlin (Allemagne), née le 11/09/1958 à Rotemburg (Allemagne)
Polycarpou Vera, Ezekias Papaioannou 4, Nicosie (Chypre), née à Afoula (Israël)
Theodorakopoulou Anastasia, Agathoupoleos 49, Athènes (Grèce), née le 01/10/1954 à Athènes (Grèce)
Balaure Cornel Florin, Vd Mihai Bravu 6, Bucarest (Roumanie), né le 17/10/1952 à Bucarest (Roumanie)
Cretu constantin, Chilia Veche 8, Bucarest (Roumanie), né le 17/10/1949 à Valea (Roumanie)
Fritz-Klackl Waltraud, Hintere ZollamtstraBe, 11/7 Vienne (Autriche)
Meyer Pleite Willy, Dehesa de Pagollano 11550 Chipiona, Cadix (Espagne), né le 19/08/1952 à Madrid
Garnier Gilles, Rue de Merlan 28, 93130 Noisy le Sec (France), né le 11/02/1959 à Paris (France)

Les organisations et membres fondateurs de la Gauche Européenne étaient les suivants :

Le Parti communiste d'Autriche
Le Parti social-démocrate, République tchèque
Le Parti de la Gauche unie d'Estonie
Le Parti Communiste Français, *France*
Le Parti du socialisme démocratique, *Allemagne*
La Coalition de la gauche et du progrès - Synaspismos, *Grèce*
Le Parti ouvrier hongrois
Le Parti de la refondation communiste, *Italie*
Le Parti de l'alliance socialiste, *Roumanie*
La Refondation communiste saint-marinaise, **Saint-Marin**
Le Parti communiste de Slovaquie
Le Parti communiste d'Espagne
La Gauche unie et alternative de Catalogne, *Espagne*
La Gauche unie, *Espagne*
Le Parti suisse du travail, *Suisse*

L'association a été enregistrée sous le numéro de personne morale 866441216.

Les soussignés, représentant l'Association, et conformément à la décision de l'assemblée générale qui s'est tenue en ligne (9 octobre 2021) , présentent ci-après les statuts modifiés :

Statuts

Statuts du parti de la Gauche européenne

(Texte complet des statuts tel qu'adopté lors du congrès fondateur de la Gauche européenne à Rome, le 9 mai 2004, avec les amendements approuvés par le 2e congrès à Prague, en novembre 2007, par le 3e congrès à Paris, le 5 décembre 2010, par le 4e congrès à Madrid, le 14 décembre 2013, par le 5e congrès à Berlin, le 18 décembre 2016 et par la réunion de l'assemblée générale à Bruxelles, le 24 juin 2017, par l'assemblée générale à Bruxelles le 30 septembre 2018, par le 6ième congrès à Benalmadena en Espagne, le 14 décembre 2019, par l'assemblée générale en ligne, le 11 octobre 2020, par l'assemblée générale en ligne, le 9 octobre 2021 et par le 7ième congrès à Vienne, le 10 Décembre 2022).

1. Dispositions générales, nom, siège et mandat

Article 1er (Préambule)

Le «Parti de la Gauche Européenne», ici abrégé en «Gauche Européenne» (GE), est une association souple et décentralisée de partis et d'organisations politiques européens de gauche, indépendants et souverains, qui travaillent sur la base de consensus.

Nous rassemblons les partis démocratiques de la gauche alternative et progressiste du continent européen qui luttent pour la transition cohérente des relations sociales d'aujourd'hui vers une société paisible et socialement juste, fondée sur la diversité de nos situations, de nos histoires et de nos valeurs communes.

C'est pourquoi nous nous référons aux valeurs et aux traditions du mouvement socialiste, communiste et social, du féminisme, du mouvement féministe et de l'égalité de genre, du mouvement environnemental et du développement durable, de la paix et de la solidarité internationale, des droits de l'homme, de l'humanisme et de l'antifascisme, de la pensée progressiste et libérale, tant sur le plan national que sur le plan international. Nous travaillons ensemble dans la tradition des combats contre l'exploitation capitaliste, la destruction de l'environnement, l'oppression politique et les guerres criminelles, contre le fascisme et la dictature, en résistance contre la domination patriarcale et la discrimination de «l'autre».

Nous défendons l'héritage de notre mouvement, qui a inspiré et contribué à la défense des certitudes sociales de millions de personnes. Nous entretenons la mémoire de ces combats, y compris des sacrifices et des souffrances de ceux qui les ont menés, et ce, en condamnant sans aucune réserve les pratiques et crimes antidémocratiques stalinienens, qui étaient en totale contradiction avec les idéaux socialistes et communistes.

Les évolutions politiques et économiques des sociétés capitalistes du début du XXIe siècle rendent nécessaire et possible pour les partis de la Gauche, les mouvements démocratiques et les forces sociales alternatives de prendre en compte tous les aspects de la mondialisation et de l'internationalisation lorsqu'ils conçoivent et met-

tent en œuvre des solutions sociales alternatives. L'Europe est un nouvel espace d'intégration d'un nombre croissant de pays de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud. À ce titre, elle représente à la fois une opportunité et un défi à relever pour les forces de gauche qui souhaitent reprendre l'initiative politique. Nous voulons et devons associer étroitement nos actions sur ce front politique avec les activités sociales des membres et des sympathisants des organisations des partis au sein des communautés, régions et États nations d'Europe.

Cela, nous le faisons en rejetant avec véhémence le capitalisme et les groupes hégémoniques financiers, ainsi que les tentatives des soi-disant élites politiques et économiques d'imposer des politiques néo-libérales dans le quotidien des peuples du monde entier, ainsi qu'en élaborant une alternative à ce système.

En outre, nous voulons et devons agir en tant que force non exempte de contradictions, les points de vue divergeant à de nombreux égards en notre sein. Nous sommes néanmoins unis pour résister à l'inertie politique et participer aux luttes communes pour une autre solution qui a pour objectifs la liberté, l'égalité, la justice et la solidarité.

À partir de cette vision internationale, nous déclarons ce qui suit:

La Gauche est prête à prendre ses responsabilités en Europe et dans le monde afin de façonner nos sociétés, de trouver des alternatives politiques, de les faire connaître aux citoyens et d'obtenir les majorités nécessaires.

L'internationalisation et la mondialisation libérales ne sont pas des phénomènes naturels, mais la conséquence d'évolutions et de décisions politiques. Nous sommes donc résolument opposés à la réponse néolibérale apportée à ces défis, opposés à la guerre, opposés à la militarisation. Les citoyens ont aujourd'hui besoin qu'on les encourage et qu'on leur assure que le monde n'est pas une marchandise, qu'un nouveau monde de paix, de démocratie, de durabilité et de solidarité est possible.

Article 2 (Nom et siège)

L'organisation sans but lucratif prend le nom de «parti de la Gauche européenne», ou, sous sa forme abrégée, «Gauche européenne» (GE). Le nom est toujours précédé ou suivi de la mention « parti politique européenne », ou de son acronyme « PPEU », qui indique qu'elle est fondée en conformité avec la loi belge (« Loi sur les associations sans but lucratif et les fondations », ci-après dénommée « la loi » ou « le droit belge ») et qu'elle ne cherche pas à faire des profits. La GE poursuit ses objectifs, exécute ses activités et est organisé et financé conformément aux conditions exposées dans le règlement (UE/EURATOM) N° 1141/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif au statut et au financement des partis politiques européennes. Le parti de la Gauche européenne possède un nom officiel dans chacune des langues officielles de l'Union européenne ainsi que dans les langues officielles des États dans lesquels des partis membres de la GE existent.

Ces noms sont :

«Partit de L'Esquerra Europea» ou «Esquerra Europea» ou «EE» en catalan
«Strana evropské levice» ou «Evropská levice» ou «EL» en tchèque
«Party of the European Left» ou «European Left» ou «EL» en anglais
«Euroopa Vasakpartei» ou «Euroopa Vasak» ou «EV» en estonien
«Parti de la Gauche Européenne» ou «Gauche Européenne» ou «GE» en français
«Partei der Europäischen Linken» ou «Europäische Linke» ou «EL» en allemand
«Κομμα της Ευρωπαϊκής Αριστερας» ou «Ευρωπαϊκη Αριστερα» ou «EA» en grec
«Európai Baloldali Párt» ou «Európai Bal» ou «EB» en hongrois
«Partito della Sinistra Europea» ou «Sinistra Europea» ou «SE» en italien
«Partido da Esquerda Europeia» ou «Esquerda Europeia» ou «EE» en portugais
«Partidul Stîngii Europene» ou «Stînga Europeana» ou «SE» en roumain
«Európska ľavicová strana» ou «Európska ľavica» ou «EĽ» en slovaque
«Partido de la Izquierda Europea» ou «Izquierda Europea» ou «IE» en espagnol
«Partidul Stîngii Europene» ou «Stînga Europeana» ou «SE» respectivement en moldave et en roumain
«Avrupa Sol Partisi» ou «Avrupa Sol» ou «ASP» en turc
«Партыя Еўрапейскіх левых» ou «Еўрапейскія левыя» ou «ЕЛ» en biélorusse
«Europese Linkspartij» ou «Europees Links» ou «EL» en flamand
«Европейската лява партия» ou «Европейската левица» ou «ЕЛ» en bulgare
«Euroopan vasemmistopuolue» ou «Euroopan vasemmisto» ou «EV» en finnois
«Europæisk Venstreparti» ou «Europæisk Venstre» ou «EV» en danois
"Stranka evropske levice" ou "Evropska levica" ou "EL" en slovène
«Europeiska vänsterpartiet» ou «Europeiska vänstern» ou «EV» en suédois
"Europako Ezkerraren Alderdia" ou "Europako Ezkerra" ou "EE" en langue basque

Le siège légal de la GE se trouve à 1000 Bruxelles, le siège principal se trouve au 25, Square de Meeus, dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, et peut être transféré à une autre adresse à Bruxelles sur décision du Bureau exécutif.

Article 3 (Mandat)

Le mandat de l'association est à durée indéterminée.

2. Objectifs

Article 4

La Gauche européenne a pour but

- de contribuer à l'action politique commune de la Gauche démocratique et alternative dans les États membres de l'UE ainsi qu'au niveau européen ;
- de promouvoir la pensée et l'action sociales, émancipatrices, écologiques, pacifiques ainsi que démocratiques et progressistes des partis, de leurs membres et de leurs sympathisants et, ainsi, de renforcer les actions des partis visant à élaborer des politiques émancipatoires, démocratiques, pacifiques, sociales, écologiques et durables, essentielles pour transformer les sociétés et vaincre le capitalisme actuel ;

- d'utiliser des moyens de lutte démocratiques pour venir à bout des dynamiques capitalistes actuelles ;
- de consolider la coopération des partis et organismes politiques à tous les niveaux ;
- d'encourager la confrontation de leurs analyses et la coordination de leurs orientations au niveau européen ;
- de coopérer avec les autres organismes politiques au niveau européen qui poursuivent des objectifs similaires ;
- de promouvoir un «travail de relations publiques européennes» favorisant activement le développement d'une identité européenne en accord avec nos valeurs et nos objectifs ;
- de coopérer dans le cadre de la préparation des élections européennes et des référendums à l'échelle européenne, dans le plein respect des limites fixées par le règlement (UE, Euratom) n° 1141/2014 du Parlement européen et du Conseil, en particulier par ses articles 21 et 22 (ci-après dénommé « Règlement N° 1141/2014»);
- d'entamer, préparer et soutenir des initiatives européennes de la GE et de ses partis - avec d'autres partis, réseaux de partis et ONG (agissant en pleine conformité avec le règlement N°1141/2014 du PE susmentionné) ;
- toutes les décisions relatives aux choix et attitudes des partis ou organismes politiques membres de la GE dans leur propre pays continuent à relever de la souveraineté des partis nationaux.

La GE soutient l'égalité totale des genres dans tous les domaines de la vie quotidienne. Le féminisme, l'intégration de la dimension de genre et la démocratie paritaire sont des principes fondamentaux du fonctionnement et du développement de la GE.

3. Adhésion

Article 5

Les membres fondateurs de la GE sont des socialistes, communistes, rouges-verts et d'autres partis de gauche démocratiques des États membres et des États associés de l'Union européenne (EU) qui travaillent ensemble et qui établissent différentes formes de coopération à tous les niveaux de l'action politique en Europe sur la base des accords, des principes fondamentaux et des objectifs politiques définis dans le programme politique (Manifeste) du groupe. L'acceptation des statuts de la Gauche européenne est la condition préalable à l'adhésion d'un parti à la GE.

L'adhésion à la GE est ouverte à tout quel parti de gauche et organisation politique en Europe conforme aux objectifs et aux principes du programme politique (Manifeste) et qui accepte ces statuts. L'adhésion est octroyée sur décision des membres.

D'autres partis et organismes politiques peuvent présenter leur candidature pour le statut d'observateur ou pourraient y être invités par les membres.

Le nombre de partis membres est illimité, mais le nombre minimum de membres de plein droit est fixé à trois. Dans le cas où ce nombre descendrait sous ce seuil, l'asso-

ciation serait contrainte d'entamer une procédure de dissolution.

Article 6

La Gauche européenne comprend

- les partis membres et organisations membres à part entière ;
- les partis ou organismes politiques observateurs ;
- Membres individuels;
- Partenaires de la GE.

Article 6 (Liste des membres actuels)

Les partis membres de la Gauche Européenne sont :

- Gauche (Levica), Eslovenie
- La Gauche bulgare, Bulgarie,
- Le Parti communiste d'Autriche (KPÖ),
- Le Parti communiste de Finlande (SKP),
- Le Parti communiste d'Espagne (PCE),
- Le Parti de la refondation communiste (PRC), Italie,
- La Gauche, Luxembourg (dL),
- La Gauche, Allemagne,
- Le Parti de la Gauche unie (EÜVP), Estonie,
- Sol Parti, Turquie,
- Le Parti Communiste Français (PCF), France,
- L'Alliance de gauche, Finlande,
- Le Bloc de gauche (BE), Portugal,
- Le Parti Communiste Wallonie-Bruxelles (PCWB), Belgique,
- Le Parti des communistes de la République de Moldavie (PCRM),
- Levice, République tchèque,
- L'Alliance Rouge-Verte (RGA), Danemark
- Le Parti socialiste roumain (RSP), Roumanie,
- Le Parti suisse du travail (PST/POP/PDA), Suisse,
- L'unité de Gauche, Royaume Uni
- SYRIZA - Alliance progressiste, Grèce,
- Le Parti de la gauche biélorusse « Un monde juste » (Monde Juste), Biélorussie,
- La Gauche unie et alternative de Catalogne (EUiA), Espagne,
- La Gauche unie (IU), Espagne,
- Le Parti ouvrier de Hongrie 2006 (WP 2006), Hongrie.
- Radnicka Fronta (RF), Croatie

Les partis observateurs de la Gauche Européenne sont :

- AKEL, Chypre,
- L'autre Europe avec Tsipras (AET), Italie,
- Le Parti communiste de Bohême et Moravie (CPBM), République tchèque,
- Le Parti communiste de Slovaquie, Slovaquie

- Le Parti de la nouvelle Chypre (YKP), Chypre,
- Le Parti de Chypre unifié (BKP), Chypre,
- Demain, Belgique,
- Gauche Italienne, Italie,
- Sortu, Espagne.
- La France Insoumise (FI), France
- L'Alliance de Gauche, Finlande,
- Gauche Républicaine et Socialiste (GRS), France

Les partenaires de la Gauche Européenne :

- Gauche, Vienne, Autriche
- Gauche Démocratique, Écosse
- Gauche Marxiste, Allemagne
- Táncsics - Radikális Balpárt, Hongrie,
- Le Changement, Autriche,
- Ensemble (E!-FdG), France,
- République et Socialisme, France
- Socialistes pour l'indépendance, Écosse
- Solidarnost, Serbie

Article 7 (Nouveaux membres, admission et suspension)

1. Un parti ou organisme politique membre de la GE dans la plénitude de ses droits et devoirs peut être n'importe quel parti ou organisme politique de gauche représenté au sein du Parlement européen, d'un parlement national ou d'un parlement régional dans une assemblée régionale d'un État membre de l'UE.

Dans les États membres de l'UE sans niveau régional, il suffit qu'un parti ou organisme politique possède des représentants au niveau municipal, si un parlement municipal représente au moins 20 pour cent de la population du pays.

Les partis ou organismes politiques peuvent, qu'ils soient issus ou non d'États membres de l'UE, devenir membres de plein droit de la Gauche européenne, qu'ils possèdent ou non une représentation parlementaire à plusieurs niveaux.

2. L'adhésion à la GE n'interdit pas l'adhésion à d'autres associations, y compris en dehors de l'Union européenne, pour autant que leur action ne soit pas contraire aux objectifs et principes de la GE. La structure de la GE permet aux organismes politiques qui lui sont politiquement proches de participer de manière flexible à ses activités. Si les deux parties y trouvent leur intérêt, la GE peut établir un protocole de coopération à cette fin et les organisations concernées reçoivent alors le statut de «partenaire de la GE». Le principal critère est ici l'accord politique avec les positions fondamentales de la GE; le processus décisionnel suivi à l'intérieur de la GE sur cette question suit les règles relatives à l'adhésion.

3. Les demandes d'adhésion à la GE sont discutées et décidées par le conseil des présidents sur base des propositions présentées par le Bureau exécutif, et ratifiées

par l'Assemblée générale sur proposition du Bureau exécutif sur la base de la demande, des règles en vigueur et du programme politique présenté par le demandeur. La décision du conseil des présidents repose sur un consensus.

4. La suspension temporaire/provisoire de la participation aux activités ou l'annulation de l'adhésion à la GE en cas de violation grave des statuts et des objectifs politiques par un parti ou organisme politique membre sont effectuées via la même procédure que pour l'adhésion.

5. Les décisions relatives aux demandes du statut d'observateur sont adoptées de la même manière, sauf en ce qui concerne la nécessité d'une ratification. Les partis ou organismes politiques observateurs participent aux réunions auxquelles ils sont invités en tant que consultants. Ils peuvent transmettre des propositions au Bureau exécutif pour examen et décision.

6. Les partis ou organismes politiques membres qui souhaitent quitter la GE doivent déclarer officiellement leur intention. La même procédure s'applique aux observateurs et aux membres individuels.

Article 8 (Membres individuels)

La GE offre l'opportunité d'une adhésion individuelle en vue de favoriser son futur développement. Dans les pays où la GE compte des partis ou organismes politiques membres de plein droit, chaque parti ou organisme politique est libre de saisir cette opportunité et d'adopter - pour leur propre pays - l'approche et les méthodes pratiques les plus adaptées. En vertu de cette approche, les femmes et les hommes qui résident dans un État membre de l'UE peuvent devenir membres individuels de la GE. Dans les pays où la GE compte des partis ou organismes politiques membres de plein droit, ils peuvent créer des cercles d'amitié associés à ces partis de la Gauche européenne. Les citoyens des autres pays européens associés à l'UE peuvent également demander une adhésion individuelle. Ils peuvent rejoindre ou créer un groupe national de membres individuels demandant le statut d'observateur au sein de la GE.

Article 9 (Formation politique)

La formation politique européenne Transform!Europe est affiliée à la GE.

Article 10 (Droits et obligations des partis membres et observateurs)

Les Membres effectifs (partis membres) ont les droits tels que prévus par la loi, à savoir:

- le droit de prendre connaissance des décisions de l'Assemblée Générale, du Bureau Exécutif, des écritures comptables et le registre des membres;
- le droit de faire convoquer l'Assemblée Générale extraordinaire à condition qu'au moins un cinquième des membres en fait la demande ;
- le droit de proposer un point à l'ordre du jour à condition que la proposition soit signée par un nombre de membres au moins égal à un vingtième ;
- le droit d'assister à l'Assemblée Générale ou de s'y faire représenter ;

- le droit de voter à l'Assemblée Générale ;
- le droit à une procédure spécifique en cas d'exclusion ;
- le droit de requérir la dissolution ou la liquidation de l'Association qui contre-vient gravement à ses statuts ou à la loi ou à l'ordre public ;
- le droit de requérir la nullité d'un acte de l'Association ;
- le droit de demander au tribunal de première instance de se prononcer sur le mandat des liquidateurs ;
- le droit d'introduire un recours au tribunal de première instance contre des décisions des liquidateurs par rapport à l'affectation du patrimoine pour autant que les statuts le prévoient ;
- le droit de se retirer de l'Association.

En outre, les Membres effectifs ont les droits suivants:

- droit de participer aux réunions et de voter sur toutes les questions;
- droit d'initiative pour proposer les documents et positions du parti de la GE;
- droit de proposer des activités communes du parti.

Les partis observateurs et les membres individuels disposent des mêmes droits, à l'exception du droit de vote. Il en va de même pour les partenaires de la GE.

Les partis membres ont les obligations suivantes:

- obligation d'observer les documents en vigueur (statuts, programme) du parti de la GE;
- obligation de s'acquitter des cotisations;
- obligation d'être en contact avec les organes de direction du parti.

Les partis observateurs et les membres individuels ont les mêmes obligations, à l'exception du paiement de la cotisation.

4. Les organes de la GE et le processus décisionnel

Article 11

La Gauche européenne possède les organes suivants :

- le congrès
- l'Assemblée générale
- le conseil des présidents
- le Bureau exécutif
- la Présidence
- le secrétariat politique

Mode de fonctionnement

Article 12

The work of the EL organs has to be performed openly and transparently, all political

Les organes de la GE exécutent leurs tâches de manière ouverte et transparent, tous les documents politiques adoptés devant être rendus publics. Les documents et autres matérielles de la GE sont fournis à l'ensemble des partis et organismes politiques membres. Les données personnelles peuvent uniquement être publiées lorsque la législation belge et/ou les règlements des autorités européennes ou belges l'exigent.

S'agissant du mode de fonctionnement concret des organes ainsi que des règlements relatifs au processus décisionnel, des règles de procédure doivent être formulées et adoptées par ces organes sur proposition du conseil des présidents.

Lorsque les conditions extérieures ne permettent pas de se réunir en personne (restrictions de voyage ou de réunion imposées par les gouvernements nationaux ou les organes de l'UE), les réunions de tous les organes de la GE peuvent, sur décision du Secrétariat, être organisées sous forme électronique avec les ajustements nécessaires des règles de procédure mentionnées ci-dessus. ((AG2021))

Conformément aux valeurs de la démocratie paritaire, la part de femmes dans tous les organes (à l'exception du conseil des présidents) doit être de 50 %.

En tant qu'association pluraliste, la GE doit choisir des procédures qui garantissent les droits des groupes à sensibilités différentes.

Article 13

La GE s'attache à coopérer étroitement avec les groupes parlementaires de la Gauche d'autres organismes et réseaux européens.

La GE établira des formes de coopération avec les organisations de jeunesse de la Gauche européenne - tant celles qui représentent des organisations nationales ou régionales que les structures européennes et autres réseaux internationaux.

Le congrès

Article 14

Le congrès possède tous les pouvoirs de l'Assemblée générale; en plus de ces pouvoirs, il

- élit le président de la GE et le ou les vice-présidents sur proposition du conseil des présidents selon un principe de rotation ;
- élit le trésorier sur proposition du Bureau exécutif ;
- élit le Bureau exécutif, composé de deux membres de chaque parti, sur nomination de chaque parti membre ;
- élit au moins trois auditeurs.

Article 15

Le Congrès doit tenir au moins une session toutes les trois années civiles. Toutefois, lorsque les conditions extérieures (restrictions de voyage, limitations de la taille des réunions en personne) rendent impossible la tenue du Congrès, l'Assemblée généra-

le peut décider de prolonger cette période d'un an. ((AG2021))

Il est convoqué par le bureau exécutif, qui peut également décider de convoquer un congrès extraordinaire. L'année où le Congrès est convoqué, il remplit également les fonctions de l'Assemblée générale.

Le congrès se tient en alternance dans chaque État membre de l'Union européenne ou État européen dans lequel il existe des partis ou organismes politiques membres de la GE.

Un congrès peut être convoqué à la demande d'au moins 25 % de ses délégués.

Article 16

Le congrès se compose de :

- 12 délégués de chaque parti membre disposant du droit de vote. La clé du nombre de délégués peut être modifiée par chaque congrès pour le congrès suivant.
Les délégués sont élus par leur parti en respectant l'égalité de genre, c'est-à-dire avec au moins 50 % de femmes.
Les partis ne sont pas tenus d'élire autant de délégués que prévu par les statuts.

Le congrès peut uniquement entériner des décisions lorsqu'au moins la moitié des membres sont présents ou représentés, ses décisions étant prises à la majorité des délégués présents lors de la session. Les délégués représentant les partis membres exercent la plénitude du droit de vote, chaque délégué(e) disposant d'une voix. Les propositions que le congrès entérine doivent reposer sur le principe du consensus, comme stipulé à l'article 1 (préambule) de ces statuts.

Tous les autres participants sont des observateurs sans droit de vote, à savoir:

- les représentants des organisations responsables des partis observateurs ;
- les membres du bureau exécutif autres que les délégués ;
- les invités, y compris les membres des groupes parlementaires des partis de gauche au Parlement européen, aux parlements nationaux ou au sein d'autres réseaux responsables des organismes européens.

Article 17

Le bureau exécutif est par ailleurs autorisé à inviter des représentants d'autres partis ou organisations au congrès.

Le conseil des présidents

Article 18

Le conseil des présidents se réunit au moins une fois par an.

Ses membres sont :

- les présidents de tous les partis membres
- le président et le ou les vice-présidents de la GE

Le conseil des présidents peut inviter d'autres représentants des organes de la GE ou des organisations politiques responsables des partis membres de la GE à participer à ses réunions.

Article 19

Le conseil des présidents dispose du droit d'initiative et du droit d'objection sur les questions politiques importantes vis-à-vis du bureau exécutif.

Le conseil des présidents adopte des résolutions et des recommandations transmises au bureau exécutif et au congrès.

Le conseil des présidents prend les décisions relatives aux demandes d'adhésion à la GE.

Les décisions du Conseil des Présidents sont adoptées à la majorité des membres présents dans le respect du principe du consensus (Art. 1 de ces statuts). Il peut uniquement prendre des décisions lorsqu'au moins la moitié des membres sont présents ou représentés.

Le Bureau exécutif

Article 20

Le Bureau exécutif se compose :

- du président et du ou des vice-présidents de la GE ;
- du trésorier ;
- d'autres membres élus sur la base d'une clé de répartition de deux personnes de chaque parti membre par le congrès et d'un quota hommes/femmes ;

Article 21

Le Bureau exécutif se réunit au moins deux fois par année.

La convocation d'une réunion du bureau exécutif peut également être demandée par un parti ou un organisme politique membre.

Il ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Ses décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, la voix du président ou celle de son remplaçant étant, en cas de partage, prépondérante.

Article 22

Le Bureau exécutif exécute les décisions sur la base des orientations du congrès et de l'Assemblée générale et conformément au conseil des présidents.

Le Bureau exécutif est responsable de l'organisation du travail quotidien de la GE. Il est chargé de la création, de la composition et du fonctionnement du secrétariat politique. Le bureau exécutif doit adopter les règles régissant son propre travail ainsi que celles qui régissent le travail du secrétariat.

Il élabore les orientations politiques de la GE entre les réunions de l'Assemblée générale. Il propose, planifie et convoque les initiatives politiques pour la GE et organise des conférences ou des réunions thématiques. Il crée des groupes de travail permanents ou ponctuels sur des problèmes et questions politiques particulières, dont il choisit le personnel responsable et définit les tâches conformément au plan d'action établi par le congrès.

Le Bureau exécutif convoque le congrès et les réunions de l'Assemblée générale, propose les calendriers et les lieux et suggère les règlements et ordres du jour.

L'assemblée générale

Article 23

L'Assemblée générale est constituée des membres du bureau exécutif et des membres du conseil des présidents. Lorsqu'il convoque l'Assemblée générale, le bureau exécutif peut décider d'inclure d'autres délégués des partis membres, mais le principe de représentation égale de tous les partis doit être respecté.

Article 24

L'Assemblée générale se réunit une fois par an, à l'exception des années où le congrès est convoqué; la réunion du congrès remplace alors la réunion de l'Assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée sur décision du Bureau exécutif, par les soins du président ou de son remplaçant, 60 jours au moins avant la date de la réunion sauf urgence constatée. Dans ce cas, le délai ne sera pas inférieur à 30 jours. Les convocations seront faites par courrier électronique ou par simple lettre contenant l'ordre du jour ainsi que le jour, l'heure et le lieu de la réunion.

Elle pourra également être convoquée à toute demande adressée par écrit au président par un cinquième au moins des membres.

Tout membre de l'Assemblée Générale empêché peut être représenté à ses réunions par un autre membre du même parti membre, auquel il devra remettre une procuration écrite (courrier, fax, mail ou courriel). Le mandataire ne peut être détenteur que de deux procurations valables pour une même réunion de l'assemblée générale.

L'assemblée générale ne délibèrera valablement que si la moitié des membres sont présents ou représentés.

Article 25

Les compétences de l'Assemblée Générale sont déterminées par la loi. Les propositions sur lesquelles elle décide sont basés sur le principe de consensus comme stipulé dans l'article 1 (préambule) des présent statuts.

Elle décide à la majorité sur:

- modification of the statutes;
- la modification des statuts,
- la nomination et la révocation de la Présidence ou d'un de ses membres,
- la nomination et la révocation des commissaires et la détermination de leur indemnité à condition que les statuts la prévoient; la position d'un commissaire n'est pas compatible avec la fonction du trésorier du PGE ou d'un trésorier d'une autre membre effectvif ou observateur;
- l'approbation du budget et des comptes,
- la dissolution de l'Association,
- l'exclusion d'un membre,
- la transformation de l'Association en une association avec finalité sociale,
- tous les autres cas pour lesquels les statuts prévoient sa décision.

L'Assemblée générale:

- détermine les orientations politiques de la GE entre chaque congrès et adapte les décisions du congrès à la situation politique actuelle;
- adopte le programme annuel de la GE;
- détermine la plateforme politique et la stratégie de la GE pour les élections du Parlement européen;
- commente le rapport d'activité relatif à la période écoulée et le programme des futurs travaux présenté par le bureau exécutif;
- propose des discussions entre et/ou au sein des partis ou organismes politiques membres sur des évolutions politiques ou questions spécifiques;

Les modifications des présents statuts et du manifeste sont décidées par le congrès à l'issue d'un débat approfondi sur la question au sein de chaque parti membre. Si, en raison de modifications de la législation européenne, un conflit survient entre les présents statuts et les règlements européens ou nationaux valides entre deux congrès, l'Assemblée générale est habilitée à adopter, sur la base des propositions du bureau exécutif, des modifications provisoires des statuts afin de le faire correspondre avec les règlements européens. Ces modifications sont censées être temporaires et leur validité ou rejet sera décidé par le prochain congrès de la GE.

La Présidence

Article 26

La Présidence se compose du Président, du ou des Vice-présidents(s) et du Trésorier. Elle remplit le rôle du « Conseil d'administration » conformément à la Loi belge, et représente la GE d'un point de vue juridique, financier et administratif.

Les membres de la Présidence sont nommés par l'Assemblée Générale pour une

période de trois ans, et en tout temps révocables par elle.

Tant que l'Assemblée Générale n'a pas procédé au renouvellement de la Présidence au terme du mandat, les membres de celle-ci continuent à exercer leur mission en attendant la décision de l'Assemblée Générale.

Leur mandat n'expire que par décès, démission ou révocation.

En cas de vacance d'un mandat, un membre peut être nommé à titre provisoire par l'Assemblée Générale. Il achève dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace. Les membres sortants sont rééligibles.

En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président ou par le membre présent le plus âgé de la Présidence.

La Présidence se réunit sur convocation du président ou de deux membres de la Présidence.

Il ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Ses décisions sont prises à la majorité absolue des votants présents ou représentés, la voix du président ou celle de son remplaçant étant, en cas de partage, prépondérante.

Article 27

Le président est élu par le congrès. Le conseil des présidents présente un candidat au poste de président jusqu'au prochain congrès. La candidature suit un principe de rotation.

Sur proposition du conseil des présidents, le congrès élit un ou plusieurs Vice-présidents sur la base d'un quota hommes-femmes.

Article 28

Si le poste de président devient vacant avant le prochain congrès ordinaire, le bureau exécutif peut nommer un président par intérim jusqu'au prochain congrès.

Article 29

Le président représente la GE dans la sphère publique dans les contacts avec les représentants des organisations et institutions, y compris les autorités de l'UE, les syndicats, les organisations non gouvernementales et les associations :

Le ou la Vice-président(e) assiste le président dans l'exercice de ses fonctions.

Article 30

Le Secrétariat politique exécute les décisions des organes de la GE. Il est dirigé par un coordinateur. Il se compose des membres élus sur proposition du conseil des présidents par le bureau exécutif (en respectant l'égalité de genre). Le Secrétariat remplit les fonctions d'un PDG et est chargé de la gestion quotidienne du parti, notamment en étant mandaté pour prendre les décisions requises à cette fin.

Il est chargé en particulier :

- supporting the Presidency;
- d'assister la présidence
- de réaliser les tâches quotidiennes et préparer les réunions du bureau exécutif;
- d'exécuter les décisions et ordonnances du bureau exécutif;
- de maintenir des contacts avec les principaux responsables des organismes politiques membres ;
- de maintenir des contacts avec les partis et organismes politiques membres et observateurs;
- d'assister les groupes de travail de la GE ;
- de maintenir des relations avec les médias en coopération avec la présidence;
- maintenir les contacts de la GE avec les groupes parlementaires comptant des députés de partis de Gauche au PE et dans les autres institutions européennes/internationales etc.;
- de gérer les archives ;
- d'assurer la transparence de tous les travaux politiques ;
- d'orienter les travaux du bureau de la GE ;
- de rendre compte de ses travaux à chaque réunion du bureau exécutif.

5. Le financement de la GE

Article 31

La GE est financé par les cotisations des membres, les contributions et les subventions publiques. Le financement repose sur la transparence, notamment en matière de comptabilité, de comptes et de dons, ainsi que sur le respect de la vie privée et sur la protection des données à caractère personnel, conformément au règlement n° 1141/2014 du Parlement européen et du Conseil, en particulier à son article 23.

Le Trésorier prépare le budget annuel. Ensuite, après son adoption lors de la réunion des trésoriers des partis membres, l'assemblée générale doit l'approuver. Le budget doit être préparé et approuvé conformément aux règles et réglementations relatives au financement des partis politiques au niveau européen. Il en va de même pour la vérification et l'approbation des comptes annuels et pour l'audit interne réalisé par les auditeurs nommés.

La cotisation (annuelle) est fixée par l'assemblée générale. La cotisation ne pourra être inférieure à un (1) euro par an, ni dépasser les valeurs maximales fixées dans le

règlement n° 1141/2014 du Parlement européen et du Conseil, à l'article 20.

6. Dissolution de la GE

Article 32

La dissolution de la GE requiert une décision de l'Assemblée générale. L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution que dans les mêmes conditions que celles relatives à la modification des statuts de l'association. L'assemblée générale qui prononcerait la dissolution de l'association nommera les liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs. L'actif, après acquittement des dettes, devra être transféré à une association, à un institut ou une fondation qui poursuit le même but que la présente association, sur décision de l'assemblée générale.

Article 33

Tout ce qui n'est pas prévu explicitement dans les présents statuts est réglé par la Loi belge avec la loi belge (« Loi sur les associations sans but lucratif et les fondations », ci-après dénommée « la loi » ou « le droit belge ») et par le règlement n° 1141/2014 du Parlement européen et du Conseil relatif au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes.

Article 34

Les présents statuts ont été rédigés en Français et en Anglais. Au cas où il y aurait une discordance entre les deux versions linguistiques, la version Anglaise prévaudra.

RAPPORT D'AUDIT INTERNE

Recommandations concernant l'audit interne

7^e congrès du Parti de la gauche européenne (PGE)

Bruxelles, 29/11/2022

Rapport des membres du groupe d'audit interne concernant l'audit du Parti de la gauche européenne (PGE) pour les exercices 2019, 2020 et 2021.

En tant que groupe d'audit interne élu lors du 6^e congrès du PGE en décembre 2019, nous avons rempli notre obligation consistant à contrôler les données financières et administratives des exercices fiscaux de 2019, 2020 et 2021. Nous avons décidé de ne pas auditer les données disponibles pour 2022 car cet exercice n'était pas encore terminé au moment où l'audit a eu lieu. En effet, nous nous sommes réunis les 10 et 29 novembre 2022. Le présent rapport d'audit a été établi sur la base d'une collaboration et approuvé par l'ensemble des membres du groupe d'audit interne.

Avant de présenter nos conclusions, nous tenons à souligner que la situation politique globale dans laquelle le PGE opère à l'heure actuelle n'allège pas les charges financières et administratives du PGE. En ces temps de précarité, d'austérité, de néolibéralisme, de pandémie, de guerres et de montée des forces d'extrême droite partout sur le continent et à travers le monde, le PGE doit également faire face aux résultats des dernières élections européennes et à l'affaiblissement du groupe politique de gauche au Parlement européen qui s'en est suivi. Face à ce constat, nous pensons que la cohérence, la stabilité et la transparence financières et administratives sont de la plus haute importance pour que le PGE puisse relever tous les défis politiques qui l'attendent.

Dans cet esprit, nous avons orienté notre audit autour des objectifs suivants :

1. Vérifier si les recommandations antérieures ont été traitées ou non ;
2. Mentionner les éventuelles améliorations ;
3. 3) Faire des recommandations concernant les améliorations nécessaires et/ou possibles.

Ces objectifs se reflètent dans les différentes conclusions présentées dans le présent rapport.

La documentation complète (à savoir les rapports d'audit, les informations concernant les recettes et les dépenses fournies par les auditeurs externes, les factures et les reçus en détail) a été mise à notre disposition sous une forme soigneusement classée numériquement dans l'ordre chronologique. Lorsque des informations complémentaires sont devenues nécessaires, le responsable des finances du PGE et représentant du trésorier du PGE, Daniel Sheffer, a fourni toutes les réponses nécessaires afin de clarifier toutes les demandes.

Nous avons pu constater que l'état général du dossier financier et administratif du PGE s'était amélioré depuis le dernier audit interne. Nous tenons tout d'abord à souligner combien la présentation des dossiers s'est améliorée grâce à un changement des procédures de comptabilité qui, dès l'année 2020, a pu s'appuyer sur une plateforme numérique améliorant les procédures de gestion du traitement de toutes les factures entrantes et sortantes. Par ailleurs, nous avons constaté un recours plus répandu aux agences de voyage : il n'existe plus d'écarts importants entre les budgets prévus et les budgets réellement dépensés pour les événements, comme c'était le cas les années précédentes. Les procédures d'appel d'offres se sont elles aussi nettement améliorées. Or, ce sont ces points qui avaient conduit au dernier déficit important.

Dans le même temps, nous avons identifié certains domaines dans lesquels l'administration financière de la Gauche européenne, y compris notre travail en tant que groupe d'audit interne, peut encore évoluer et améliorer ses performances. Les recommandations que nous tenons à faire dans le présent rapport se situent à deux niveaux : technique/organisationnel et contenu/politique. Nous voulons également souligner que, pour chaque niveau, nous commencerons à présenter les progrès réalisés par rapport aux recommandations qui figuraient déjà dans le dernier rapport d'audit de 2019.

Sur le plan technique, nos recommandations sont les suivantes :

- Pour que nous puissions, en tant que groupe d'audit interne, améliorer notre travail et gagner en efficacité, nous devons dans un premier temps nous réunir désormais sur une base annuelle plutôt que tous les trois ans. Nous pensons également que nous devrions être invités à participer aux réunions du trésorier du PGE et recevoir les mises à jour financières importantes concernant la situation financière du PGE chaque fois que cela s'avère possible. En effet, en étant tenus au courant, nous serions mieux préparés pour notre réunion annuelle d'audit. Cette recommandation figurait dans notre dernier rapport. Malheureusement, du fait du contexte de pandémie qui a multiplié les demandes de réunions en ligne et nuit à l'articulation des agendas, elle n'a pas pu être totalement réalisée. Nous tenons donc à mettre l'accent dessus pour le prochain cycle.
- Une facture pro forma ne doit jamais constituer le document final déclenchant un paiement. Une facture pro forma doit toujours être suivie d'une facture finale. Dans notre dernier rapport, nous avons indiqué que ce principe était déjà suivi mais qu'il pouvait gagner en régularité dans son application. L'audit interne actuel atteste du fait qu'effectivement cette recommandation est presque toujours suivie et qu'il demeure un très faible pourcentage de factures pro forma.
- Il en va de même des originaux de reçus/factures/tickets, etc. joints aux formulaires de remboursement. Encore une fois, cette recommandation a occasionné une nette amélioration depuis le dernier audit interne, notamment grâce aux procédures de comptabilité numérique. Le contexte de pandémie a causé de nombreux problèmes au niveau des livraisons postales. Avec la numérisation des demandes de remboursement, toutes les demandes de remboursement se sont accompagnées de justificatifs numériques, ce qui a donné des

résultats très positifs en ce qui concerne l'éligibilité des dépenses, mais aussi la réduction des coûts et la contribution à la protection de l'environnement de par la réduction des besoins d'impression.

- En ces temps de changement climatique rapide et d'austérité qui pousse à la réduction des services publics dans de nombreux pays, nous recommandons de sensibiliser encore davantage à la nécessité de préférer le train et les services publics aux transports aérien et automobile, dans la mesure du possible, en ce qui concerne les demandes de remboursement. Nous devons admettre qu'en raison du contexte de pandémie qui a pesé sur les exercices faisant l'objet de l'analyse, il s'agit d'une recommandation difficile à analyser. Pour autant, nous soulignons que l'augmentation significative des réunions en ligne se fait également ressentir dans toutes les activités du PGE, soucieuse de plus en plus de trouver le parfait équilibre entre les événements organisés en présentiel et en ligne.
- Nous recommandons également de faire en sorte que les factures soient liées de manière plus identifiable et cohérente avec l'événement auquel elles correspondent afin de disposer d'une vue d'ensemble plus claire des dépenses des événements. Cette recommandation qui figurait dans le dernier rapport a effectivement donné lieu à des améliorations, notamment grâce à la mise en place des procédures de comptabilité numérique qui permettent un étiquetage spécifique des factures, ce qui rend leur classement plus transparent.
- Le calendrier des événements politiques que le PGE établit chaque année devrait être mis à jour avec plus de diligence. En effet, nous avons constaté que vers le milieu de l'année, les mises à jour s'arrêtent, même si de nouveaux événements sont parfois organisés d'ici à la fin de l'année et que certains qui avaient été prévus sont repoussés à une date ultérieure. Ces changements qui interviennent tout au long de l'année doivent apparaître dans le calendrier en conséquence. Nous reconnaissons que cette recommandation a été suivie depuis que le recrutement d'un nouveau responsable administratif (depuis 2021) a permis une mise à jour mensuelle du calendrier du PGE, partagée avec tous les organes de décision du PGE, les membres, les observateurs et les partenaires. Par ailleurs, le recrutement d'un responsable de la communication devrait vite produire ses effets puisqu'il est prévu de restructurer le calendrier des événements du PGE sur son site Web.

Sur le plan du contenu et de la politique, nos recommandations sont les suivantes :

- - Nous avons constaté un grave problème de non-présentation au niveau des réservations d'hôtels liées à des événements financés par le PGE. Les non-présentations sont désormais rigoureusement détectées et interprétées par les auditeurs externes comme étant des dépenses inéligibles. Bien que nous ayons pleinement conscience du fait qu'il peut être très délicat de réserver le nombre exact de chambres pour des événements, nous recommandons à l'administration financière du PGE de se montrer plus stricte à ce sujet (au niveau de la planification et vis-à-vis des participants) afin d'éviter de nombreuses dépenses inéligibles. En conclusion, nous devons souligner le fait que le recrutement d'un nouveau responsable administratif a donné des résultats concernant cette recommandation. Par ailleurs, le contexte de pandémie a fait

prendre conscience encore davantage de l'importance d'analyser et de négocier les politiques d'annulation.

- En ce qui concerne la protection des données personnelles et en particulier le RGDP au niveau européen, nous recommandons à l'administration du PGE, en collaboration avec les responsables de la communication et la société informatique sous contrat, de procéder à une analyse plus approfondie de ses performances en la matière et de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour les améliorer. Ce domaine peut encore être amélioré, bien que tous les contrats tiennent compte de l'aspect du RGDP.
- À la lumière des contrats existants des effectifs du PGE, nous sommes convaincus qu'en tant que parti de gauche, nous devrions porter une attention particulière à la manière dont nous employons les personnes qui travaillent pour nous. À cet égard, nous avons identifié plusieurs domaines à souligner :
 - Aucune convention collective n'est en place
 - Alors que les effectifs du PGE travaillent de nombreuses heures le week-end pour organiser divers événements du PGE et y assister, aucun régime n'est en place pour leur assurer une rémunération supplémentaire en compensation de ces heures de travail du week-end
 - Il n'existe aucune clause d'augmentation annuelle automatique/fixe des salaires

Selon nous, ces points rendent les contrats des effectifs du PGE précaires. Or, en tant que parti de gauche, nous nous efforçons d'abolir de type de contrat. Par conséquent, nous recommandons de remédier à cette situation et d'apporter des améliorations dans ce domaine.

- We understand that improving the above-mentioned points on precarious contracts requires more funds. At the same time, we have already seen the positive results after you, the EL leadership, have heard our recommendation in the last congress and recruited two new positions in communication as well as for administration - and thus we recommend keeping this attitude. We believe that every investment we make in people will be exponentially beneficial to our work. Thus, we would recommend that the leadership elected at this congress support any initiative which, while financially feasible, supports this logic of improving the working conditions of our employees.
- Nous comprenons que l'amélioration des points susmentionnés en ce qui concerne les contrats précaires nécessite davantage de financement. Dans le même temps, nous avons déjà constaté les résultats positifs après que vous, les dirigeants du PGE, ayez entendu notre recommandation lors du dernier congrès et recruté deux nouveaux responsables, dans la communication ainsi que pour l'administration. Nous recommandons donc de poursuivre sur cette voie. Nous pensons que chaque investissement consenti dans les ressources humaines se montrera bénéfique de manière exponentielle pour notre travail. Nous recommandons par conséquent à la direction élue lors de ce congrès de soutenir toute initiative qui, tout en étant financièrement réalisable, contribue à cette logique d'amélioration des conditions de travail de nos effectifs.
- Nous recommandons également à la prochaine présidence que les responsables de la communication et des relations internationales collaborent à l'établissement d'une stratégie de communication, notamment en ce qui concerne le soutien apporté aux canaux médiatiques internationaux, afin de promouvoir

l'optimisation des résultats en matière de diffusion des travaux du PGE à travers le monde.

- Dans le dernier rapport d'audit interne, nous avons déjà fait part de la tendance à la baisse inquiétante des cotisations reçues, celles-ci étant passées à moins de 15 %, ainsi que de la nécessité d'une plus grande discipline à ce sujet. Nous avons notamment évoqué la possibilité de sanctions à l'encontre des parties qui ne seraient pas en mesure de remplir leurs obligations à cet égard. Ces dernières années, la situation des cotisations n'a pas évolué positivement. Nous ne devons pas oublier le contexte politique marqué par la montée significative des forces d'extrême-droite à travers toute l'Europe qui a affaibli les forces de gauche à divers niveaux. Parmi les conséquences, citons la diminution des ressources financières dont disposent nos partis de gauche membres et, par conséquent, leur plus faible capacité à soutenir financièrement le PGE. Malgré tout, les prochaines élections européennes constituent une bonne occasion de sensibiliser nos partis à l'importance de leur dimension internationale et européenne. Nous pensons qu'il s'agit là d'un moment charnière pour nos partis qui doivent donner la priorité à leurs compromis financiers avec le PGE. En effet, l'augmentation des cotisations des membres permettra au PGE de soumettre des propositions budgétaires plus élevées au Parlement européen et de consolider davantage le travail du PGE et de ses membres.
- Enfin, nous convenons du fait qu'une bonne planification financière doit toujours inclure des fonds d'épargne dans la planification initiale afin de permettre de réagir aux changements et aux nouveaux besoins qui surviennent au cours de l'année. Par ailleurs, nous faisons la recommandation suivante : chaque fois que ces changements impliquent de dépenser une somme supplémentaire considérable, la planification financière diligente et l'accord de la trésorerie du PGE ne doivent pas suffire. Un autre organe de la direction du PGE doit être inclus dans le processus de décision. Nous devons reconnaître que le travail du sous-groupe du PGE consacré au calendrier a permis ces dernières années une amélioration concernant cette recommandation en soumettant à la discussion au sein de nos organes de décision certaines décisions importantes concernant le soutien financier du PGE aux activités de notre parti. Dans ce contexte, nous tenons à ajouter une recommandation supplémentaire concernant principalement les délégations internationales. Nous recommandons aux responsables internationaux du PGE, au sein de la commission internationale, de présenter chaque année une proposition de budget pour leurs activités en détaillant différents postes tels que les frais de déplacement, collaboration et de communication.

Toutes ces recommandations faites, nous tenons à souligner une nouvelle fois que nous avons constaté une amélioration des performances financières et administratives actuelles du PGE par rapport à il y a trois ans et nous pensons qu'elles sont en bonne voie. Par conséquent, en vous remerciant de la confiance que vous nous accordez, nous voudrions recommander au Congrès de donner décharge à l'actuel conseil d'administration sortant du Parti de la Gauche Européenne.

Pour conclure, nous tenons à remercier le trésorier et son personnel de leur travail au

cours de la dernière période et nous nous réjouissons de renforcer notre coopération à l'avenir.

Nous vous remercions de votre attention.
Cordialement,

Le groupe d'audit interne



european-left.org